

MIPAREC

Ministère Paix et Réconciliation sous la Croix

30 *années d'actions concrètes pour la paix, l'équité et la prospérité.*



RAPPORT ANNUEL 2025

Siège Social : Gitega, Avenue Mbabazi, n°3
BP : 980 Bujumbura
Bureau de liaison : Bujumbura, Rohero,
Blvrd de l' UPRONA no 67
Autres bureaux : Ruyigi, Makamba, Nyanza,
Bujumbura, Cankuzo

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AE	:	Agents Encadreur
ADP	:	Artisans de Paix
AL	:	Autorité Locale
ARC	:	Addressing Root Causes
CE :	:	Comité Exécutif
CEPGL :	:	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CNDIH	:	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'homme
CNTB	:	Commission Nationale Terres et autres Biens
CP		Comité de Paix/Club de Paix
CVR	:	Commission Vérité Réconciliation
CNTB	:	Commission Nationale des Terres et autres Biens
CRP	:	Community Resources People
CLA	:	Cluster Lever Association
GLI	:	Great Lakes Institute
GLPI	:	Great Lakes Peace building Institute,
IGR	:	Initiative Génératrice de Revenus
GEWEP	:	Gender Equality Women Empowerment Program
MIPAREC	:	Ministère Paix et Réconciliation sous la Croix
OBC	:	Organisation à Base Communautaire
PTF	:	Partenaires Techniques et Financiers
QPN	:	Quaker Peace Network
QUNO	:	Quaker United Nations Office
QPN	:	Quaker Peace Network
QUNO	:	Quaker United Nations Office
PCF	:	Promotion de la Certification Foncière
RDC	:	République Démocratique du Congo
SHG	:	Self Help Groups
TTT	:	Turning The Tide
USAID	:	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
MAPAF	:	Manuel des Procédures Administratives et Financières.
PCDC	:	Plan Communal de Développement Communautaire
SHG	:	Self Help Group
GNVC	:	Gestion Non Violente des Conflits
GS	:	Groupe de Solidarité
CSTB	:	Cour Spéciale des Terres et autres Biens
PAI	:	Plan Annuel d'Investissement
OSC	:	Organisation de la société civile
NN	:	Nawe Nuze
SFC	:	Service Foncier Communal
WFD	:	Weltfriedensdienst
ZOA	:	International Relief and Développement Organisation (Netherlands)

TABLE DES MATIÈRES

I. MESSAGE DU REPRÉSENTANT LÉGAL DU MIPAREC	4
II. CONTEXTE DE L'ANNEE 2025.....	5-6
III. APERÇU DU MIPAREC.....	7-8
IV. APPROCHES, STRATEGIES ET PARTENARIATS DU MIPAREC EN 2025	
1. APERÇU DES APPROCHES CLÉS UTILISÉES PAR MIPAREC.....	9
2. PARTENARIATS ET COALITIONS LOCAUX ET INTERNATIONAUX	
AUXQUELLES APPARTIENT MIPAREC.....	10
V. BREF APERÇU DES PROJETS MIS EN ŒUVRE AU COURS DE ANNEE 2025.....	11
VI. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS AU COURS DE L'ANNEE 2025.....	12
1. Renforcer les mécanismes communautaires de gestion et de prévention	
des conflits dans les zones d'intervention.....	12-31
2. Contribuer à la mise en œuvre des mécanismes	
de la justice transitionnelle	32-40
3. Améliorer la mise en œuvre de la gouvernance inclusive dans les zones	
d'intervention	41-42
4. Appuyer la diversification et l'accroissement des moyens de	
subsistance des ménages	43-46
5. Assurer une bonne gouvernance institutionnelle et	
une coordination efficace.....	47-49
VII. EFFETS DE CHANGEMENT OU D'IMPACT	
<i>histoires du changement le plus significatifs.....</i>	50-52
VIII. CONTRAINTES/ DÉFIS MAJEURS RENCONTRÉS	
ET ADAPTATIONS APPORTÉES.....	53
IX. LEÇONS APPRISES ET (ADAPTATIONS APPORTÉES)	
BONNES PRATIQUES À PÉRENNISER.....	54
X. CONCLUSION.....	55
XI. APERÇU SUR LE BUDGET.....	56

I. Message du Représentant Légal du MIPAREC

Chers partenaires, bénéficiaires et acteurs de la paix et de la réconciliation au Burundi, et ailleurs

C'est avec un réel plaisir que nous vous présentons le rapport annuel retraçant les réalisations du MIPAREC au cours de l'année 2025. Dans un contexte où le Burundi avance malgré des défis multiformes – tensions régionales, héritage des conflits et aspirations profondes à la justice et à l'épanouissement de tous les citoyennes et citoyens – le MIPAREC réaffirme son engagement en faveur d'un processus de paix durable fondé sur la non-violence, la vérité, la réconciliation, la guérison des mémoires et le développement durable.

Notre approche repose sur le renforcement des mécanismes locaux de résolution des conflits, une participation inclusive des femmes et des jeunes, la promotion des droits humains et afin le soutien des initiatives du développement communautaire.



KIBINAKANWA Dieudonné
Représentant Légal du MIPAREC

Le bilan de nos réalisations 2025:

- **Justice et cohésion sociale:** MIPAREC a contribué au renforcement de la cohésion sociale par des dialogues pluralistes et des activités de médiation, complétés par des actions de plaidoyer pour un accès équitable à la justice et à la protection des droits fondamentaux.
- **Résolution des conflits fonciers:** MIPAREC a facilité plusieurs séances de médiation et de conciliation dans les cas litigieux, a suivi des populations affectées, et la mise en place de mécanismes participatifs visant à prévenir les litiges et à promouvoir des solutions durables, y compris la certification foncière.
- **Droits des femmes et participation dans les instances de décision:** MIPAREC a assuré le renforcement des capacités des femmes et des filles en leadership, la prévention des violences et la participation politique; les cadres de consultation féminins dans les structures communautaires et les conseils locaux.
- **Non-violence, vérité et réconciliation:** MIPAREC a mis en oeuvre des initiatives visant à adresser les causes profondes des violences passées et ceux en cours, pour reconnaître les souffrances passées et prévenir leur répétition; des initiatives de réconciliation pour reconstruire la confiance entre les communautés, les familles et les acteurs locaux.
- **Guérison des mémoires, psychothérapie et santé mentale:** MIPAREC a initié des séances de psychothérapie et d'accompagnement psychologique pour les personnes traumatisées et les communautés affectées; l'accès à des services de santé mentale et de soutien psychosocial; déploiement de groupes de soutien et formations en résilience, avec des références vers les structures de soins adaptées.
- **Autres actions clés:** Initiatives de développement communautaires, renforcement des capacités institutionnelles et du réseau de partenaires; suivi, évaluation et documentation des enseignements pour améliorer nos interventions futures.

Remerciements

Nos meilleurs remerciements vont à nos partenaires financiers et techniques pour leur confiance et leur soutien inlassable.

Nos sincères remerciements vont également aux bénéficiaires et à leurs communautés pour leur courage, leur participation et leur coopération quotidienne.

Notre gratitude au personnel du MIPAREC pour son engagement, son esprit d'équipe et sa rigueur. Enfin, nos remerciements aux autorités territoriales et aux instances locales pour leur collaboration, leur accueil et leur soutien opérationnel, sans lesquels rien ne serait possible.

Perspectives pour l'année 2026

Le MIPAREC demeure résolument engagé pour un Burundi pacifique, juste et inclusif, où chacun peut vivre avec dignité, sécurité et espoir.

Ensemble, avançons avec courage, solidarité et détermination vers une réconciliation durable et une paix qui transforme nos sociétés.

II. CONTEXTE DE L'ANNEE 2025

⇒ Au niveau politique

- En 2025, le pays a été marqué par des élections législatives, communales et collinaires (collines/quartiers). Le parti CNDD-FDD, au pouvoir depuis 2005, a dominé le scrutin, avec une majorité de sièges au parlement et au Sénat, et l'ensemble des élus étant issus du parti au pouvoir.
- La nouvelle subdivision territoriale (loi n° 1/05 du 16 mars 2023) a été prise en compte dans l'organisation des élections et l'installation des nouveaux dirigeants à partir de juillet 2025. Le Burundi compte désormais 5 provinces, 42 communes, 451 zones et 3 044 collines/quartiers.
- La Commission Vérité et Réconciliation (CVR) a reçu les compétences de l'ancienne CNTB (Commission Nationale des Terres et autres Biens), afin d'assurer, sur la base de la vérité établie, la réparation des victimes des crises sociopolitiques cycliques que le Burundi a traversées.

⇒ Contexte social, démographique

Niveau social et démographique

Le Burundi demeure l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique, exerçant une forte pression sur les ressources, l'emploi et les services publics. La population est estimée à environ 13,7 millions d'habitants (chiffre de référence, 2023). Une majorité de la population vit en milieu rural et dépend de l'agriculture de subsistance, ce qui accroît la vulnérabilité face aux chocs climatiques et au risque d'insécurité alimentaire. Le pays est confronté à des défis en matière de sécurité sociale, d'accès à la santé et à l'éducation, et les femmes et les jeunes restent particulièrement exposés à la précarité et à la violence.



Le nouveau découpage administratif du pays est un changement majeur issu de la loi organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant détermination et délimitation des provinces, des communes, des zones, des collines et/ou quartiers de la République du Burundi.

le Burundi passe de 18 provinces à seulement 5, de 119 communes à 42, tandis que le nombre de zones augmente, passant de 339 à 451 et celui des collines ou quartiers de 2 010 à 3 044. Les nouvelles provinces portent désormais les noms de Buhumuzi, Bujumbura, Burunga, Butanyerera et Gitega, avec pour chefs-lieux respectifs Cankuzo, Bujumbura, Makamba, Ngozi et Gitega. Chaque province est dirigée par un gouverneur, chaque commune par un administrateur communal supervisé par un conseil communal.

Cela invite les intervenants comme MIPAREC à s'adapter et à échanger avec leurs partenaires pour une nouvelle orientation des interventions.

⇒ Niveau sécuritaire

En 2025, la situation sécuritaire au Burundi est restée globalement calme, mais le pays a été exposé à des influences et tensions régionales. Les phénomènes transfrontaliers ont pesé sur la sécurité: les flux et tensions autour de la frontière Burundi-Rwanda et l'instabilité dans l'Est de la République Démocratique du Congo ont suscité des préoccupations. Des déploiements militaires dans l'est de la RDC et des échanges diplomatiques tendus ont marqué le contexte régional et régionalisé.

Le Burundi a accueilli des réfugiés congolais (notamment en Sud-Kivu), portant le total à plus de 200 000 réfugiés en 2025, auxquels s'ajoutent des rapatriés burundais venant de la Tanzanie.

⇒ Niveau technologique :

Le secteur des technologies de l'information a connu des interruptions récurrentes: connexion Internet instable, débit faible et perturbations des réseaux mobiles. Des coupures d'électricité, liées notamment à la desserte des barrages Rusumo et Ruzibazi, ont été observées.

⇒ Niveau environnemental

Le Burundi est confronté à des aléas climatiques et à des pressions environnementales croissantes: érosion des sols, déforestation, dégradation des terres, inondations et feux de brousse pendant la saison sèche.

- L'exploitation du charbon de bois et l'urbanisation créent une perte de couverture forestière et des impacts sur les sols, aggravant la vulnérabilité des cultures, particulièrement dans les zones semi-arides du nord-est, du centre et de l'ouest.
- Les pratiques agricoles traditionnelles, la pression démographique et le manque de gestion durable des ressources naturelles amplifient la dégradation environnementale.
- Des initiatives locales de reforestation, d'agroforesterie et de sensibilisation existent, mais restent insuffisantes face aux défis de l'offre et de la demande en ressources naturelles.

⇒ Niveau économique

L'année 2025 a été marquée par des pénuries de carburant et une volatilité des prix qui ont fortement pesé sur le coût de la vie et le pouvoir d'achat. Bien que des récoltes de maïs et de haricots aient été enregistrées, d'autres produits vivriers se sont raréfiés et leurs prix ont connu une hausse importante.

Les devises étrangères restent rares, compliquant les importations et les échanges commerciaux.

L'inflation et la dépréciation de la monnaie ont réduit le pouvoir d'achat, augmenté les coûts de déplacement et freiné le développement économique. Des signaux mitigés sont apparus en milieu d'année avec l'exportation sporadique de minerais, mais cela n'a pas suffi à générer une amélioration notable sur le marché intérieur. Le secteur économique demeure fragile: dépendance élevée à l'agriculture, faiblesse des fertilisants et des semences de qualité, vulnérabilité accrue aux aléas climatiques et à la dégradation des sols. Des facteurs macroéconomiques (pression budgétaire, dette publique, accès limité aux marchés et infrastructures) continuent de freiner la croissance.

Le chômage, particulièrement chez les jeunes, et la vulnérabilité des ménages alimentent des dynamiques telles que la migration transfrontalière, la fuite des talents et, malheureusement, une augmentation de la vulnérabilité et des phénomènes liés à l'insécurité et à la violence (y compris les violences basées sur le genre).

III. Aperçu du MIPAREC

Créée en 1996 par les lauréats de la formation en Résolution Pacifique des Conflits et développement intégré, MIPAREC a été établie en 1996 et agréée par l'Ordonnance Ministérielle No. 5301/114 du 21 février 2002. Le siège social est situé à Gitega, Avenue Mbabazi No. 03, à proximité du Stade INGOMA.

1.1. Organes du MIPAREC sont:

Assemblée Générale (AG) : organe suprême de l'organisation.

- Comité Exécutif (CE) : organe de coordination des activités, composé de 5 membres, conformément à la loi n°1/02 du 27 janvier 2017 relative au cadre organique des Associations Sans But Lucratif.
- Conseil de Surveillance (CS) : organe de contrôle du patrimoine de l'association.

1.2. Vision

La vision du MIPAREC se résume ainsi : « Une société paisible, équitable et prospère ».

1.3. Mission

La mission du MIPAREC s'exprime par les objectifs suivants :

- Contribuer à la consolidation de la paix, au développement communautaire et à la cohésion sociale ;
- Créer des cadres ou espaces pour l'édification et la consolidation de la paix ;
- Promouvoir et protéger les droits humains ;
- Encourager les initiatives de réconciliation fondées sur des valeurs chrétiennes.

1.4. Valeurs

sont les suivantes :

1. Intégrité : engagement individuel et collectif à l'intégrité dans toutes les facettes du travail.
2. Non-violence : comportements et discours en faveur de la paix, sous la devise « MIPAREC contre toute forme de violence ».
3. Culture d'apprentissage : reconnaissance que chacun peut contribuer et apprendre; les intervenants sont des "facilitateurs" et les participants des "voisins".
4. Égalité et équité : respect de la dignité humaine et traitement équitable de chacun.
5. Honnêteté et transparence : conduite fondée sur l'honnêteté et la transparence, devant les parties prenantes comme devant une autorité supérieure.
6. Amour : servir autrui par l'amour et non par intérêt personnel.

1.6. Domaines d'intervention

Le MIPAREC intervient à travers 2 programmes dans les domaines suivants :

- | | |
|--|---|
| 1. Édification à la Paix, Gouvernance et Foncier | 2. Développement communautaire et ressources naturelles |
| <ul style="list-style-type: none">• Cohésion sociale• Éducation à la paix• Construction de la paix (Peacebuilding)• Sécurisation foncière• Gouvernance inclusive et genre• Psycho-traumatologie | <ul style="list-style-type: none">• Diversification des moyens d'existence• Services sociaux de base• Autonomisation économique, des femmes, des jeunes et d'autres personnes en situation de vulnérabilité en vue de pérenniser les acquis du MIPAREC• Renforcement des capacités dans l'élaboration des plans d'affaires et stabilisation économique |

COMITE EXECUTIF



REPRESENTANT
LEGAL



REPRESENTANT
LEGAL ADJOINT



SECRETAIRE



CONSEILLER



TRESORIERE

EQUIPE DE DIRECTION



DIRECTEUR



COORDINATEUR
PROGRAMME 1



COORDINATRICE
PROGRAMME 2



COORDINATRICE
ADMINISTRATION



COORDINATRICE
SUIVI ET EVALUATION



COORDINATRICE
FINANCES
& RESSOURCES HUMAINES



SECRETAIRE DE LA DIRECTION

- **Assemblée générale:** organe élargi et représentatif qui supervise les grandes orientations, approuve les rapports annuels et valide les décisions stratégiques majeures.
- **Conseil de surveillance:** organe de gouvernance chargée du contrôle des performances, de la transparence et de l'éthique, assure une supervision indépendante des finances.
- **Comité exécutif:** organe responsable de la mise en œuvre des politiques adoptées, de la gestion des ressources, d'administration et de la recherche des financements.
- **Équipe de direction:** leadership exécutif chargé de piloter les programmes, de la coordination des projets, d'établir les priorités organisationnelles, de guider les équipes et d'assurer la cohérence entre les objectifs et les résultats.

VI. APPROCHES, STRATEGIES ET PARTENARIATS DU MIPAREC EN 2025

1. Aperçu des approches clés utilisées par MIPAREC :

Projet	Approche clé utilisée et le pourquoi
Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires au Burundi NI ABACU.	<p>Guérison de Mémoire : c'est une approche qui aide les personnes à sortir des situations douloureuses vécues.</p> <p>Thérapie individuelle : une écoute active qui permet au psychologue de détecter les problèmes majeurs afin d'aider au patient de choisir une solution adéquate</p> <p>Thérapies de groupe : plusieurs personnes peuvent avoir des problèmes communs et peuvent s'entraider dans la prise de solution adéquate.</p> <p>Approche holistique : on utilise cette approche pour toucher toutes les choses qui peuvent influencer les patients en utilisant toutes les stratégies possibles cad assister l'individu à partir des ramifications auxquelles il est lui-même connecté.</p>
Turning The Tides (TTT)	La non-violence active : c'est une approche qui aide les gens à revendiquer leurs droits sans user de la violence.
Amahoro at scale	Sécurisation foncière : c'est une approche qui aide les gens à résoudre les conflits fonciers, à faire enregistrer leurs terres sans litiges, à promouvoir les droits fonciers de la femme et à la rentabilisation des terres sécurisées.
Powered by women	VSLA : c'est une approche qui fait le relèvement socioéconomique des femmes et des filles pour qu'elles participent dans la prise des décisions tant au niveau des ménages, de la communauté et dans les instances de prise des décisions, pour qu'elles fassent l'entreprenariat et génèrent de l'emploi, etc...
Justice sociale et Barundi tuyage.	Comité de paix/ Club de paix : c'est une approche holistique de rapprochement communautaire, de prévention et de gestion pacifique des conflits, de coexistence pacifique, de réconciliation communautaire, etc...

2. Partenariats et coalitions locaux et internationaux auxquelles appartient MIPAREC

Commission, ONG, ASBL et OBC	Motivation de partenariat ou de coalition	Résultats ou impact observés
CNPK, CSMG	Comme MIPAREC s'occupe du volet communautaire, il a besoin d'être complété par le volet clinique dont le CNPK et le CSMG s'occupent dans la santé mentale	Ils amènent des médicaments dans les CDS, les personnes assistées psycho socialement par MIPAREC et ayant besoin des soins mentaux y sont traitées.
Kalibu foundation	Soutient du réseau régional pour la non-violence active	Un réseau de paix solide de par ses actions dans la région de l'Afrique de
QPN/ Burundi et Afrique	Synergie pour les interventions de la paix au Burundi et en Afrique	Un cadre d'échange d'expériences et de collaboration est disponible et ac-
COCAFEM/ Grands Lacs	Synergie pour des interventions de plaidoyer dans la lutte contre les VSBG et la promotion féminine.	Un cadre de collaboration et de coopération est actif, les cas de VSBG sont portés à la connaissance des décideurs et sont traités, la discrimination de la femme est sensiblement
CVR	Plaidoyer pour la reconnaissance des initiatives communautaires de réconciliation et du traitement des violations graves des droits humains que le Burundi a connu depuis son indépendance.	La CVR reconnaît qu'il y a des initiatives de réconciliation qui sont hors CVR. En plus l'approche Comité de paix est plus privilégiée par la CVR comme étant une approche holistique de traitement du passé douloureux.
GLPI	Synergie pour l'édification de la paix au Burundi, au Rwanda et en République Démocratique du Rwanda.	Renforcement des capacités et multiplication des artisans de paix de ces trois pays et d'ailleurs dans le monde. MIPAREC étant l'initiateur, ça a été une porte d'entrée pour son ambition dès sa création en 1996 de bâtir la paix au Burundi d'abord, dans la région des grands lacs et dans le

V. BREF APERÇU DES PROJETS MIS EN ŒUVRE AU COURS DE ANNEE 2025

Nom du projet	Zone d'intervention	Période du projet	Bailleur des fonds
Justice sociale	Ancienne province Gitega (anciennes communes Gitega, Mutaho et Itaba), Ancienne province Mwaro (ancienne commune Nyabihanga), Ancienne province Muramvya (ancienne commune Rutegama); Ancienne province Karusi (ancienne commune Shombo); Ancienne province Ruyigi (anciennes communes Butezi, Butaganzwa et Ruyigi) et Ancienne province Makamba (anciennes communes Makamba, Kayogoro et Nyanza)	Janvier 2025 à Décembre 2026	WFD/ Allemagne 
Turning the tides	Province Gitega (communes Gitega et Giheta) ; Province Ruyigi (commune Ruyigi); Province Muramvya (commune Rutegama); Province Ngozi (commune Ruhororo).	De l'an 2016 à nos jours.	QPSW/ Angleterre 
Education à la paix	Ancienne province Gitega (anciennes communes Gitega, Giheta), ancienne province Muramvya (ancienne commune Rutegama), ancienne province Karusi (ancienne commune Shombo), ancienne province Ngozi (ancienne commune Ruhororo)	Avril à Mars 2025	MCC/ Rwanda et 
Burundi Tuyage	Province Bujumbura (communes Kanyosha, Kabezi, Nyabiraba, Mutambu et Mutimbuzi), Province Cibitoke (communes Buganda, Rugombo, Mabayi, Mugina et Murwi), Province Makamba (communes Kayogoro, Makamba Nyanza-Lac, Kibago et Mabanda) et Province Muyinga (communes Giteranyi, Butihinda, Gasorwe, Buhinyuza et Muyinga).	Septembre 2022 à Août 2025	Impunity Watch/ Burundi 
Gender Equality Women Empowerment Programme	Province Bujumbura (communes Mutimbuzi, Mubimbi, Isale, Kabezi, Kanyosha, Nyabiraba, Mukike, Mugongomanga et Mutambu). Province Rumonge (communes Muhuta, Bugarama, Rumonge, Burambi et Buyengeru) sur 140 collines	Mars 2020 à Février 2025	Care Internationale au Burundi 
Powered by women.	Province Bujumbura (communes Isare, Ntahangwa, Mugere, Muhuta et Rwibaga) Province Burunga (commune Rumonge).	Mars 2025 à Février 2030	Care Internationale au Burundi 
Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires	Province Gitega (communes Gitega, Giheta, Mutaho, Bugendana, Nyarusange, Ryansoro, Gishubi, Makebuko, Itaba, Buraza et Bukirasazi)	4 ans renouvelables 3 fois (de 2021-2032)	Coopération Suisse 
Amahoro at scale (pour la résolution des conflits fonciers et la sécurisation foncière).	Province MAKAMBA, Commune NYANZA Sur les collines de Rimbo; Mukimba; Rubindi, Mukungu, Kazirabageni, Buheka, Kiderege Biniganyi, Mukubano, Mugumure, Ruvumera, Kabo, Muyange, Rang, Ruvyagira, Mwimbiro Nyabutare, Bukeye, Mvugo, Mugerama; Kabonga, Gasaba, Gisenga, Mukerezi, Nyabigina et sur les quartiers Bukeye, Kabondo, Swahili, Ngoro, Gitunda,	Décembre 2021 à Juin 2026	Royaume des pays Bas à travers RVO 

VI. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

Objectif global : Contribuer à l'édification de la paix, à la promotion de la justice sociale et au développement communautaire.

Objectif spécifique 1.1

Renforcer les mécanismes communautaires de gestion et de prévention des conflits dans les zones d'intervention.

Résultat 1.1.1

Les structures locales de gestion non violente des conflits, dont les comités de paix, les clubs de paix et les groupes de solidarité, sont mises en place, renforcées et opérationnelles.



Activités et réalisations associées

Activité 1.1.1.1: Renforcer les capacités des structures locales

- **Commentaire narratif:** Le projet « Justice Sociale », financé par WFD/Allemagne, s'est articulé autour du renforcement des capacités des structures locales afin d'assurer une gestion communautaire efficace des conflits. L'ensemble des activités menées visait à équiper les comités de paix et les groupes de solidarité pour une meilleure prévention et gestion des tensions au niveau local.

Sous-activité 1.1.1.1.1: Organiser des séances de suivi conseil à l'intention des Comités de Comités Directeurs des Comités de Paix (CDs)

- **Réalisations:** 36 séances de suivi conseil ont été organisées (3 séances par commune) dans 12 anciennes communes couvrant leur zone d'intervention. Le total des participants s'élève à 6 552 personnes, dont 4 032 hommes et 2 520 femmes.
- **Commentaire:** Cette sous-activité a été réalisée à 100%, avec 36 séances planifiées et 36 séances réalisées. Les 12 anciennes communes concernées sont: Gitega, Mutaho, Shombo, Rutegama, Nyabihanga, Itaba, Butaganzwa, Ruyigi, Butezi, Kayogoro, Makamba et Nyanzalac.
- **Remarque opérationnelle:** Le suivi conseil a renforcé les capacités des CDs et favorisé une appropriation locale des mécanismes de gestion des conflits.

Sous-activité 1.1.1.1.2: Organiser un atelier d'échange d'expériences Inter-CD de bonnes pratiques du CD Mutaho au chef-lieu de la commune Mutaho

- **Réalisations:** Atelier d'échange d'expériences entre les CD autour des bonnes pratiques du CD Mutaho (région CENTRE). Participants: 11 CD (3 participants chacun) + les 16 membres du CD Mutaho; total = 49 participants (38 hommes et 11 femmes).
- **Commentaire:** L'objectif était de partager et d'outiller les CD encadrés par le projet en matière de gestion financière efficace, en s'inspirant des bonnes pratiques du CD Mutaho. L'activité a été réalisée à 100%, avec un seul atelier planifié et réalisé.
- **Remarque opérationnelle:** L'échange a permis d'identification de pratiques exemplaires et de renforcer la cohésion et l'efficacité financière au niveau des CD.
Remarques générales
- **L'initiative "Justice Sociale" a permis de renforcer les mécanismes locaux de gestion et de prévention des conflits à travers des séances de suivi, des échanges d'expériences et des activités de coaching et de supervision.**

Des contraintes logistiques (principalement l'approvisionnement en carburant) ont impacté le degré d'exécution de certaines sous-activités, nécessitant un ajustement des plannings et des mesures d'anticipation pour les activités futures.

Sous-activité 1.1.1.1.3: Organiser des séances de suivi des groupes de parole

- **Réalisations:** Le projet organise régulièrement des descentes de suivi des groupes de parole dans la zone d'action.
- **Commentaire:** Le niveau de réalisation est estimé à 20% par rapport au plan initial (descentes planifiées vs descendues). Raisons: carence de carburant sur le marché et coût élevé de l'essence, ce qui a limité la fréquence des descentes.
- **Leçons retenues:** nécessité d'assurer un approvisionnement durable en carburant et de prévoir des marges pour les déplacements afin de maintenir le rythme des suivis.

Sous-activité 1.1.1.1.4: Organiser des séances de coaching aux leaders PSP

- **Réalisations:** 12 séances de coaching pour les leaders PSP (leaders des PSP) ont été organisées à travers toute la zone d'action.
- **Participants:** 64 leaders PSP (33 hommes et 31 femmes).
- **Commentaire:** Le niveau de réalisation est estimé à 30% par rapport au plan (144 séances planifiées; 43 réalisées à ce jour).

Sous-activité 1.1.1.1.5: Organiser des séances de supervision clinique des leaders

- **Réalisations:** 24 séances de supervision clinique ont été organisées (2 séances par ancienne commune) afin de décharger émotionnellement les leaders PSP qui assurent l'assistance psychosociale des personnes traumatisées dans la zone d'action.
- **Participants:** 64 participants (33 hommes et 31 femmes).
- **Commentaire:** Le niveau de réalisation est de 100% compte tenu des 24 séances planifiées et réalisées.

Sous-activité 1.1.1.1.6 : Organiser les ateliers de formation des membres des conseils des notables sur les notions de base du trauma

Contexte et objectif : Le projet « Justice Sociale », financé par WFD/ Allemagne, a organisé une série d'ateliers destinés aux médiateurs communautaires des 12 anciennes communes cibles. L'objectif était de les outiller sur les notions de base du trauma afin qu'ils puissent accompagner et soutenir adéquatement les personnes traumatisées lors des résolutions de conflits.

Réalisation et participants

- **Nombre d'ateliers:** 12 ateliers de formation.
- **Participants:** 300 personnes au total, dont 247 hommes et 53 femmes.
- **Evaluation du niveau de réalisation:** 100 %, avec 12 séances planifiées et 12 séances réalisées.

Remarques opérationnelles

Ces ateliers ont renforcé la capacité des médiateurs communautaires à reconnaître les traces du trauma et à orienter les personnes vers les ressources appropriées lors des interventions liées à la gestion des conflits.

Sous-activité 1.1.1.1.7 : Renforcement des capacités de la représentation des CPs (Réseau national des CDs) pour l'information au niveau national

Contexte et objectif

Dans le cadre du même projet, un atelier a été organisé pour renforcer les capacités de l'équipe de communication, en vue d'une information et d'une citoyenneté responsables avant la période électorale au niveau national.

Réalisation et participants

- **Participants:** 24 membres des comités de paix (CPs), dont 19 hommes et 5 femmes.
 - **Réalisation:** 100 % (un seul atelier planifié et réalisé).
- Impact : Amélioration de la qualité de l'information et la communication autour du processus électoral, en renforçant la cohérence et la responsabilité civique au niveau national.

Sous-activité 1.1.1.1.8 : Organiser des séances de suivi conseil à l'intention des CDs

Contexte et objectif : Le but était d'échanger sur les besoins des CDs afin de les encadrer et de renforcer les capacités des CPs zonaux, tout en assurant la durabilité de leurs actions.

Réalisation et participants

- **Nombre de séances:** 12 séances de suivi conseil (une séance par ancienne commune).
 - **Participants:** 189 personnes, dont 117 hommes et 72 femmes.
 - **Réalisation:** 100 % (12 séances planifiées et réalisées).
- **Conclusion**
 Dans l'ensemble, ces sous-activités ont permis de renforcer le cadre communautaire de gestion des conflits et de soutien psychosocial, tout en consolidant les capacités des acteurs locaux et nationaux impliqués. Les résultats ont été atteints conformément au plan, avec une attention particulière portée à l'inclusivité et à l'équilibre genre dans les participations.



"L'échange autour des besoins et défis des Comités de Paix pour les encadrer et renforcer leurs capacités, afin d'assurer la durabilité de leurs actions et leur impact sur le terrain.

Sous-activité 1.1.1.1.9 : Organiser des séances de coaching des APS et psychologues volontaires

Contexte et objectif

Dans le cadre du projet « Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires », financé par la Coopération Suisse au Burundi, des séances de coaching ont été organisées pour renforcer les capacités des Agents de Santé Primaires (APS) et des Psychologues communaux volontaires.

Réalisation et participants

- **Nombre de séances:** 93 séances de coaching réalisées.
- **Effectif:** 33 participants au total (17 hommes et 16 femmes).
- **Progression:** Le rythme d'exécution correspond à 61% par rapport au plan initial (153 séances prévues vs 93 réalisées).
- **Contexte opérationnel:** La première phase du projet s'est clôturée en mars, puis la prolongation s'est étendue jusqu'en juin 2025. Une seconde phase, initialement envisagée pour juillet, a réellement démarré en novembre 2025.

Remarques opérationnelles

Les séances ont renforcé les compétences des APS et des psychologues communautaires dans le volet soutien psychosocial et dans le traitement des situations liées à la maladie mentale au sein de la communauté. La progression incomplète reflète les ajustements de calendrier et les périodes de transition entre les phases du projet.

Sous-activité 1.1.1.1.10 : Organiser des séances de supervision clinique des APS

Contexte et objectif

Toujours dans le cadre du projet, une séance de supervision clinique a été organisée pour les APS afin d'assurer la qualité des interventions et le soutien psychosocial des populations desservies.

Réalisation et participants

- **Participant(s):** 45 APS, dont 18 femmes et 27 hommes.
- **Réalisation:** 100% (1 séance planifiée et réalisée).
- **Remarques:** La supervision clinique a permis d'harmoniser les pratiques et d'améliorer l'approche centrée sur le patient au sein des services de santé primaires.

Sous-activité 1.1.1.1.11 : Organiser des séances de supervision des structures sur le terrain

Contexte et objectif

La supervision des structures sur le terrain vise à garantir la qualité du travail des APS dans les 11 anciennes communes de l'ancienne province de Gitega.

Réalisation et participants

- **Nombre de séances:** 5 séances de supervision sur terrain.
- **Réalisation:** 100% (toutes les séances planifiées ont été réalisées).

Remarques opérationnelles

Cette supervision a renforcé la conformité des pratiques sur le terrain et amélioré l'adhésion aux standards du programme.

Sous-activité 1.1.1.12 : Organiser des séances de coaching des leaders communautaires

Contexte et objectif

Le projet a organisé des sessions de coaching collégial destinées à 33 APS et 11 psychologues. Ces échanges ont permis de partager des expériences, d'identifier les défis et de élaborer des stratégies collectives pour la sensibilisation communautaire et l'assistance psychosociale.

Réalisation et participants

- **Sessions:** 2 sessions planifiées.
- **Participants:** 44 personnes au total (33 APS et 11 psychologues).
- **Réalisation:** 100%.

Sous-activité 1.1.1.13 : Mise en place des groupes de parole dans le cadre du projet NI ABACU, province de Gitega

Contexte et objectif

Dans le cadre du projet NI ABACU, initié par la Coopération Suisse, 11 communes de l'ancienne province de Gitega ont accueilli des groupes de parole destinés à offrir des espaces permanents de dialogue et de soutien mutuel pour les membres confrontés à des problématiques similaires.

Réalisation et participants

- **Groupes mis en place:** 30 groupes de parole au cours de l'année 2025.
- **Population participante:** 3 220 personnes, dont 657 hommes et 2 563 femmes.
- **Objectif des groupes:** créer des espaces de dialogue et de soutien mutuel sur des problématiques partagées.
- **Réalisation:** 98% (224 groupes planifiés au niveau des collines; 195 groupes établis).

Remarques opérationnelles

La mise en place des groupes de parole a renforcé les mécanismes de soutien communautaire et favorisé l'émergence de réseaux locaux pour l'échange d'expériences et le tutorat entre pairs.

- **Remarque générale**

Ces sous-activités illustrent un effort conséquent en faveur du soutien psychosocial, du renforcement des capacités et de la supervision des acteurs locaux. Malgré des ajustements de calendrier et des défis logistiques, le programme a progressé de manière significative dans l'amélioration de l'accès à des services de santé mentale au niveau communautaire.



Sous-activité 1.1.1.14 : Mettre en place des clubs de santé mentale dans les écoles

Contexte et objectif

Dans le cadre du projet « Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires », financé par la Coopération Suisse au Burundi, cinq clubs NI ABACU ont été créés dans les écoles pilotes des anciennes communes de Ryansoro, Nyarusange, Mutaho, Gitega et Buraza. L'objectif est que les membres de ces clubs sensibilisent à la prise de conscience du trauma et de la maladie mentale et luttent contre la stigmatisation des élèves affectés en milieu scolaire.

Réalisation et participants

- **Nombre de clubs:** 5
- **Membres total:** 255 (150 garçons et 105 filles)
- **Progression:** 100% (5 clubs planifiés et 5 clubs mis en place)

Remarques opérationnelles

Les clubs contribuent à l'éducation émotionnelle et à la réduction des discriminations liées à la santé mentale dans les écoles partenaires.

Sous-activité 1.1.1.15 : Organiser une formation des ADP sur la justice transitionnelle et les mécanismes traditionnels/informels de résolution des conflits, la démocratie, l'état de droit et la bonne gouvernance

Contexte et objectif

Le projet « Barundi tuyage », financé par Impunity Watch, a organisé deux ateliers destinés à outiller les Agents de Développement Communautaire (ADP) sur la justice transitionnelle, la gestion des mémoires du passé douloureux, la participation des victimes et l'approche genre dans le processus de justice transitionnelle et de gestion des mémoires.

Réalisation et participants

- **Nombre d'ateliers:** 2
- **Participants:** 50 personnes (25 hommes et 25 femmes)
- **Progression:** 100% (2 ateliers planifiés et réalisés)

Remarques opérationnelles

Ces ateliers visent à renforcer les capacités des ADP pour des sensibilisations communautaires et des dialogues intergénérationnels fondés sur une justice transitionnelle inclusive.

-

Sous-activité 1.1.1.16 : Organiser une formation des membres des conseils des notables de 26 collines de l'ancienne Commune de Nyanza-lac

Contexte et objectif

Dans le cadre du projet « Amahoro@scale », financé par RVO/Pays-Bas et mis en œuvre avec le consortium ZOA, MIPAREC et VNGI, une formation a été organisée pour les membres des conseils des notables sur les techniques de médiation, afin de renforcer la gouvernance locale et la gestion pacifique des conflits.

Réalisation et participants

- **Réalisation:** 92% (702 participants prévus sur 780, soit 231 femmes et 471 hommes ayant pris part)
- **Détails des tranches:** Deux tranches de formation prévues au cours de l'année 2025, respectivement au deuxième et au troisième trimestre.
- **Participants attendus:** 484 hommes et 234 femmes; participants réels: 471 hommes et 231 femmes.

Remarques opérationnelles

La formation a renforcé les capacités de médiation au niveau des collines et contribué à une approche participative de la résolution des conflits au sein de la communauté.

Activité 1.1.1.2 - Évaluer les performances des structures locales

Sous-activité 1.1.1.2.1 : Organiser des séances d'évaluation des initiatives des jeunes des clubs extrascolaires

Contexte et objectif

Dans le cadre du projet « Justice Sociale », des séances d'évaluation des initiatives des jeunes membres des clubs extrascolaires ont été organisées afin d'évaluer la gestion des microprojets et leur contribution à la coexistence pacifique.

Réalisation et participants

Participants: 336 personnes (163 hommes et 173 femmes)

Progression: 100% (12 séances planifiées et réalisées)



- **Sous activité 1.1.1.2.2** : Organiser un atelier national d'évaluation des CRPs

- Le projet « Turning the tides » financé par QPSW/ Angleterre a organisé un atelier national des CRPs pour évaluer leurs réalisations annuelles. Un effectif de 20 participants dont 12 hommes et 8 femmes provenant des 5 anciennes communes (*Gitega, Giheta, Rutegama, Nyabihanga et Ruhororo*) a fait une analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces pouvant porter atteinte à leurs interventions. En outre, on a partagé l'expérience sur comment les CRPs de la zone Mungwa de l'ancienne commune de Gitega a travaillé sur la mobilisation des femmes à élire et se faire élire dans les organes collinaires de prise des décisions. Le niveau de réalisation est de 100% si on considère 1 atelier planifié et 1 atelier réalisé.

Activité 1.1.1.3 Mettre en place et structurer les plateformes (réseaux, cadres de dialogue des décideurs, groupes de parole, cadre d'échange des jeunes des différents partis politiques...).

Sous activité : 1.1.1.3.1 Mise en place des groupes de parole

Le projet « Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires » financé par la Coopération Suisse au Burundi a mis en place 195 groupes de parole au cours de l'année 2025. L'objectif était de faciliter l'accompagnement psychosocial des bénéficiaires du projet par une thérapie de groupe. L'effectif des membres des groupes de parole est de 3220 personnes dont 657 hommes et 2563 femmes. Le niveau de réalisation est de 98 % si on considère 224 groupes de parole planifiés et 195 groupes de paroles mis en place.

Sous activité : 1.1.1.3.2 Plateforme d'acteurs clés de lutte contre le chômage

Le projet « Justice Sociale » financé par WFD/ Allemagne a organisé deux ateliers de plateforme des personnes clés et les membres des cadres d'échanges dans les douze anciennes communes d'intervention du projet. Les 2 ateliers ont vu la participation de 792 participants dont 496 hommes et 296 femmes. L'objectif était d'échanger sur la sensibilité du chômage chez les jeunes et sur comment gérer positivement les conséquences observées qui sont générées par ce chômage dans ces différentes anciennes communes cibles du projet. Le niveau de réalisation est de 100% si on considère 2 ateliers planifiés et 2 ateliers réalisés.

Sous activité 1.1.1.3.3 : Organiser une mise à jour de la plateforme de plaidoyer entre la représentation nationale et les OSC œuvrant dans la lutte contre les VBGs

Le projet « Justice Sociale » financé par WFD/ Allemagne a effectué une mise à jour de la base des données des OSCs membres de la plateforme de plaidoyer sur la lutte contre les VBG au cours de l'année 2025 à Bujumbura. Un effectif de 20 OSCs a été actualisé comme membres de la plateforme. Le niveau de réalisation est de 100% si on considère 1 activité planifiée et 1 activité réalisée.

Activité 1.1.1.4 Organiser sur une fréquence annuelle des réunions d'échanges sur les stratégies de collaboration, l'harmonisation des outils et sur les réalisations en matière de gestion des conflits

Sous-activité 1.1.1.4.1 Organiser des cadres de dialogue

- **Contexte et objectif:** Dans le cadre du projet Justice Sociale financé par WFD/ Allemagne, organisation de cadres de dialogue au niveau des 12 anciennes communes d'intervention. L'objectif est d'évaluer l'avancement des plans d'action, promouvoir l'égalité des sexes et recenser les cas de VBG traités ou non traités pour enrichir les plateformes de dialogue.
- **Réalisation et participants:** 36 séances menées, 204 participants (164 hommes, 40 femmes).
Acteurs présents: administrateur, CPAJS, Chef de service foncier, DPDFS, Agronome communale, Président du tribunal de résidence, OPJ, DCE et 7 organisations de société civile.
- **Progression:** 100% (36 séances planifiées et réalisées).
- **Remarques opérationnelles:** Le cadre de dialogue a permis d'évaluer l'avancement des plans d'action et de documenter les cas de VBG, tout en renforçant l'intégration des femmes dans les processus décisionnels locaux.

Sous-activité 1.1.1.4.2 Organiser des plateformes des acteurs clés sur le plaidoyer communal

- **Contexte et objectif:** Renforcement du plaidoyer communal sur les thématiques VBG, gouvernance inclusive et égalité des sexes.
- **Réalisation et participants:** 24 réunions des plateformes des acteurs clés ont été organisées dans les 12 communes. Participants: 180 personnes (180 participants; répartition 71 hommes, 35 femmes).
- **Progression:** 59% (106 participants sur 180 officiellement enregistrés; ajustement dû à des contraintes budgétaires ayant limité le nombre de participants).
- **Remarques opérationnelles:** Budget insuffisant a entraîné une réduction du tirage des participants; initiative poursuivie avec adaptation des modalités.

Sous-activité 1.1.1.4.3 Organiser un forum national des jeunes sur la promotion de la paix

- **Contexte et objectif:** Atelier national des jeunes axé sur la promotion de la paix, aligné avec les objectifs de développement et la stabilité sociale.
- **Réalisation et participants:** 1 atelier organisé à Ceproductic, Bujumbura; 55 participants (40 hommes, 15 femmes).
- **Progression:** 100% (1 atelier planifié et réalisé).

Sous-activité 1.1.1.4.4 Organiser des cadres d'échange

- **Contexte et objectif:** Renforcement des cadres d'échange des jeunes issus des partis politiques (CNDD-FDD, CNL, UPRONA, RANAC, FRODEBU, RPB Nturenganwe).
- **Réalisation et participants:** 36 ateliers organisés, 276 participants (240 jeunes, 24 animateurs jeunesse, 12 administrateurs communaux). Thématiques: évaluation et restructuration des cadres, code électoral, codes de conduite pour un comportement non violent avant, pendant et après les élections de 2025.
- **Progression:** 100% (36 ateliers réalisés sur 36 planifiés).
- **Remarques opérationnelles:** Activités clés pour renforcer les standards civiques et prévenir les violences liées au processus électoral.
-

Sous-activité 1.1.1.4.5 : Organiser des ateliers de réflexion des jeunes des cadres d'échanges

Contexte et objectif

Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par le WFD en Allemagne, douze ateliers de réflexion ont été organisés pour les jeunes membres des cadres d'échanges dans les douze anciennes communes cibles du projet. L'objectif était d'encourager la réflexion sur le comportement des jeunes cadres d'échanges pendant la période électorale de l'année 2025.

Réalisation et participants

- **Nombre d'ateliers:** 12
- **Participants:** 276 jeunes (186 hommes et 90 femmes)
- **Progression:** 100% (12 ateliers planifiés et réalisés)

Remarques opérationnelles

Ces ateliers ont permis d'analyser les dynamiques comportementales des jeunes lors des périodes électorales et de proposer des actions préventives pour renforcer le cadre démocratique et le respect des valeurs civiques.

Sous-activité 1.1.1.4.6 : Mettre en place et redynamiser les clubs de paix

Contexte et objectif

Le projet Barundi tuyage, financé par Impunity Watch, vise à renforcer l'initiative de clubs de paix au niveau communautaire en remplaçant les membres inactifs et en réengageant les populations sur les collines cibles.

Réalisation et participants

- **Nombre de clubs redynamisés:** 60 clubs de paix
- **Zones couvertes:** 20 anciennes communes (Cibitoke, Bujumbura, Musinga et Makamba)
- **Effectif enregistré après redynamisation:** 600 membres (360 hommes, 240 femmes)
- **Progression:** 100% (1 activité réalisée)

Remarques opérationnelles

La redynamisation a permis de revitaliser les mécanismes communautaires de prévention des conflits et de renforcer la cohésion sociale au niveau local.

Résultat 1.1.2 : Plateformes communautaires pour la gestion et la prévention des conflits

Activité 1.1.2.1: Assurer la gestion des cas de conflits reçus, y compris les conflits fonciers, au sein des différentes structures locales

Contexte et objectif

Renforcer la gestion des conflits par les structures locales (élus, comités de paix, clubs de paix, Groupes de solidarité, Notables, Bashingantahe et OSCs) afin d'améliorer la prévention et la résolution des conflits, y compris les conflits fonciers.

Réalisation et participants

Sous-activité 1.1.2.1.1 : Assurer la gestion des cas de conflits fonciers, au sein des différentes structures locales

Réalisation et résultats

- **Projet:** Amahoro at scale, financé par RVO/Pays-Bas, dans le cadre du consortium ZOA, MIPAREC et VNGI
- **Actions:** Encadrement et médiation des conflits fonciers dans l'ancienne commune Nyanza-lac
Conflits résolus: 128 au total
- Rapatriement: 92 cas
- Dépassement des limites: 12 cas
- Partage au sein des familles: 10 cas
- Remise en cause achat/vente: 13 cas

Progression et remarques opérationnelles

- Cette activité contribue à la gestion pacifique des conflits fonciers et à la consolidation des mécanismes de médiation communautaire. Le dispositif a permis de délivrer des résolutions concrètes sur un volume important de cas.



"MIPAREC reçoit un certificat d'honneur et de mérite de la commune de Nyanza pour sa contribution à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits fonciers."

Résultat 1.1.3 : Participation des jeunes et des femmes dans les structures locales de gestion et de prévention des conflits; plaidoyer et communication

La participation des jeunes et des femmes dans les structures locales de gestion et de prévention des conflits est effective.

Activité 1.1.3.1 Sensibiliser 1000 personnes (500 jeunes et 500 femmes) sur la participation citoyenne

Objectif opérationnel

Sensibiliser et mobiliser 1000 personnes (500 jeunes et 500 femmes) à travers 20 sessions de 50 personnes chacune par commune et par an, soit un total de 250 000 participants.

Réalisation et indicateurs

Sous-activité 1.1.3.1.1 Organiser une séance de sensibilisation de masse

- **Contexte:** Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD/ Allemagne, 12 campagnes de sensibilisation d'une journée ont été menées dans les 12 anciennes communes d'intervention sur l'accès équitable aux ressources familiales et l'égalité de genre au sein des ménages.
- **Réalisation et participants:** 12 campagnes, 1 jour chacune, 1 867 participants (1 021 femmes et 846 hommes).
- **Progression:** 100% (12 campagnes réalisées sur 12 planifiées).
- **Remarque:** Ces sessions ont renforcé la sensibilisation à l'égalité des genres et à l'accès équitable aux ressources au niveau communautaire.

Sous-activité 1.1.3.1.2 Organiser des séances de sensibilisation des femmes des couples modèles et des femmes leaders communautaires

- **Contexte:** Même projet Justice Sociale a organisé des séances dédiées aux femmes des couples modèles et aux leaders communautaires pour développer des groupes de solidarité et encourager la participation féminine dans les espaces formels et informels de prise de décision.
- **Réalisation et participants:** 12 séances, 240 participants (229 femmes et 11 hommes).
- **Progression:** 100% (12 séances réalisées sur 12 planifiées).
- **Remarque:** Les activités ont renforcé l'autonomisation féminine et l'inclusion dans les processus décisionnels locaux.

Activité 1.1.3.2 Actions de plaidoyer et sensibilisation sur l'inclusivité

- **Sous-activité 1.1.3.2.1 : Organiser un atelier d'échange et de formation sur la participation de la femme aux instances de prise de décision**
- **Contexte:** Dans le cadre du volet plaidoyer du projet Justice Sociale, organisation d'un atelier à Bujumbura visant à sensibiliser les femmes rurales à se faire élire et à élire pour les élections de 2025.
- **Réalisation et participants:** 1 atelier, 21 participants (17 femmes et 4 hommes).
- **Progression:** 100% (atelier réalisé).
- **Remarque:** Renforcement des compétences et de la motivation des femmes à participer activement aux instances de décision.
-
-

Sous-activité 1.1.3.2.2 : Organiser une journée internationale de la santé mentale et de la paix

- **Contexte:** Célébration publique à Rusengo (Ruyigi) pour mettre en lumière la contribution du MIPAREC et des CPs à la paix et au soutien psychosocial des personnes traumatisées; sensibilisation à la santé mentale et à l'interdépendance paix-santé mentale.
- **Réalisation et participants:** 1 journée, environ 500 participants.
- **Progression:** 100% (activité réalisée).
- **Remarque:** Synergie entre paix et santé mentale pour renforcer le bien-être communautaire.

Sous-activité 1.1.3.2.3 Organiser une descente pour la célébration de la Journée internationale de la femme

- **Contexte:** Participation à Bubanza pour la Journée internationale de la femme organisée par le Gouvernement du Burundi, dans le cadre des efforts de lutte contre les violences faites aux femmes.
- **Réalisation et participants:** Activité réalisée dans l'ancienne province de Bubanza (détails supplémentaires à préciser par rapport au nombre de participants et au lieu exact).
- **Progression:** 100% (activité réalisée).

Activité 1.1.3.2.4 et Activité 1.1.3.3 : Production d'émissions radiophoniques; formation des femmes sur le genre, les droits humains et les instruments juridiques

Sous-activité 1.1.3.2.5: Organiser une production et diffusion des émissions radiophoniques

Contexte et objectif

Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD – Allemagne, organiser des émissions radiophoniques sur la participation des femmes aux instances de prise de décision avant, pendant et après les élections de 2025, diffusées sur Isanganiro. Objectif: accroître la visibilité et l'implication des femmes dans les processus électoraux et décisionnels.

Réalisation et participants

- Nombre d'émissions: 3
- Diffusion: 3 émissions produites et diffusées sur Isanganiro
- Progression: 100% (3/3 émissions réalisées)

Remarques opérationnelles

Les émissions ont renforcé la sensibilisation et l'engagement des femmes dans les espaces de décision, soutenant l'objectif d'égalité de genre dans le cadre électoral.

Activité 1.1.3.3: Former les femmes en matière de genre et développement, droits humains, et sur les instruments juridiques pertinents

Objectif opérationnel : Former 500 femmes par commune par an à travers 10 sessions de 50 femmes chacune, sur le genre, le développement, les droits humains et les instruments juridiques pertinents.

Sous-activité 1.1.3.3.1: Organiser les séances de thérapie de groupe en faveur des femmes victimes des violences basées sur le genre (VBG).

Contexte et objectif : Dans le cadre du projet Justice Sociale, organiser des séances de thérapie de groupe pour soutenir les femmes victimes de VBG, afin de partager les vécus, développer la résilience et faciliter l'acceptation et la gestion du passé traumatique.

Réalisation et participants

- Nombre de séances: 12
- Participants: 300 femmes
- Progression: 100% (12/12 séances réalisées)

Remarques opérationnelles

Ces séances ont favorisé le soutien psychosocial, la reconnaissance des expériences des victimes et l'autonomisation des femmes affectées par les VBG.

Sous-activité 1.1.3.3.2: Organiser une formation des femmes leaders communautaires sur les droits fonciers de la femme, le code des personnes et de la famille et la gestion des mutations

Contexte et objectif:

Former des femmes leaders communautaires sur les droits fonciers des femmes, le code des personnes et de la famille, et la gestion des mutations, afin de promouvoir l'égalité et d'encourager les femmes à revendiquer leurs droits dans les dialogues communautaires.

Réalisation et participants

- Effectif formé: 260 femmes
- Répartition par colline: 10 femmes leaders par colline
- Progression: 100% (260/260 femmes formées)

Remarques opérationnelles

La formation vise à amplifier la capacité des femmes à défendre leurs droits fonciers et à participer activement aux discussions et décisions communautaires.

Le projet « Amahoro at scale » financé par RVO/ Pays Bas dans le cadre du consortium de ZOA, MIPAREC et VNGI a organisé un atelier de formation sur les droits fonciers de la femme, le code de la personne et de la famille et la gestion des mutations afin de promouvoir les droits fonciers qui semblent être non reconnus chez les femmes. Un effectif de 260 femmes (à raison de 10 femmes leaders communautaire par colline) a été formées dans l'objectif de sensibiliser leurs communautés respectives à l'occurrence les femmes et les filles pour qu'elles revendiquent leurs droits fonciers lors des dialogues communautaires. La participation a été de 100% sur base de 260/260 femmes ayant participé.

Titre: Résultat 1.1.4 et Activités associées – Formation et encadrement des jeunes en éducation à la paix et droits humains

Résultat 1.1.4 : 72 000 jeunes scolarisés et 11 000 jeunes non scolarisés sont formés en éducation à la paix et en droits humains.

Activité 1.1.4.1: Former et encadrer 72 000 jeunes scolarisés en éducation à la paix et en droits humains (sessions)

Niveau de réalisation global: **À préciser selon les données consolidées.**

Sous-activité 1.1.4.1.1: Organiser une séance de transfert des compétences entre les élèves des clubs scolaires

Contexte et objectif: Dans le cadre du projet Education à la Paix, financé par MCC Rwanda et Burundi, organiser des séances de transfert de compétences entre les anciens et les nouveaux élèves des clubs de paix afin d’assurer la continuité et la durabilité des activités des clubs scolaires.

Réalisation et participants

- Nombre de séances: 15
 - Écoles ciblées: 10 écoles dans les 5 anciennes communes (Gitega, Giheta, Rutegama, Shombo, Ruhororo)
 - Participants par école: 27 (25 jeunes, 1 encadreur du club, 1 directeur d’école)
 - Total participants: 405 (214 filles, 191 garçons)
- Progression
- Taux de réalisation: 100% (15/15 séances réalisées)
- Remarques opérationnelles
- Le transfert de compétences a renforcé la continuité des activités des clubs de paix et assuré la relève des cadres jeunes au sein des écoles.

Sous-activité 1.1.4.1.2: Organiser des ateliers de formation à l’endroit des assistants psychosociaux

Contexte et objectif : Dans le cadre du projet Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires, financé par la Coopération Suisse au Burundi, former les assistants psychosociaux (APS) pour améliorer l’animation des groupes de parole et la mise en place de groupements de solidarité.

Réalisation et participants

- Nombre d’ateliers: 1
 - Participants: 33 APS (3 femmes et 17 hommes) issus des communes de l’ancienne province de Gitega
- Progression
- Taux de réalisation: 100% (1/1 atelier réalisé)
- Remarques opérationnelles
- Renforcement des capacités des APS pour soutenir l’éducation à la paix et l’éducation psychosociale au niveau communautaire.

Sous-activité 1.1.4.1.3: Former les paires éducatrices des clubs NI ABACU

Contexte et objectif : Former les paires éducatrices et les encadreurs des clubs de santé mentale et des clubs de solidarité dans les écoles pilotes du projet, afin de garantir une action formative homogène et durable.

Réalisation et participants

- **Activité:** Sessions de formation et sensibilisation continues pour les paires éducatrices et les encadreurs des clubs de santé mentale fonctionnels dans les écoles pilotes.

Progression

Le projet « Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires » financé par la Coopération Suisse au Burundi a organisé régulièrement des sensibilisations à l'endroit des paires éducateurs et des encadreurs des clubs de santé mentale fonctionnels dans les écoles pilotes cibles du projet.

Activité 1.1.4.2: Former et encadrer 11 000 jeunes non scolarisés en éducation à la paix et en droits humains

Niveau de réalisation:

Sous-activité 1.1.4.2.1: Organiser des ateliers d'échange avec les jeunes

Contexte et objectif : Renforcer la citoyenneté active et le développement personnel des jeunes non scolarisés à travers des ateliers d'échange.

Réalisation et participants

- **Nombre d'ateliers:** 12
- **Participants:** 276 jeunes (186 hommes, 90 femmes)

Progression

- **Taux de réalisation:** 100% (12/12 ateliers réalisés)

Le projet « Justice sociale » financé par WFD/ Allemagne a effectué 12 ateliers d'échanges avec les jeunes non scolarisés sur la citoyenneté active et le développement personnel dans les anciennes communes cibles du projet. Le nombre de participants a été de 276 personnes au total, dont 186 masculins et 90 féminins. Le niveau de réalisation est à 100% sur base de 12/12 ateliers d'échange réalisés.

Remarques opérationnelles

Les ateliers ont contribué à promouvoir la participation civique et à explorer les opportunités de développement personnel pour les jeunes non scolarisés.

Sous-activité 1.1.4.2.2 et 1.1.4.3 – Renforcement des capacités des professeurs et jeunes du club universitaire; distribution d’outils didactiques sur la paix et les droits humains

Sous-activité 1.1.4.2.2: Organiser un atelier de rencontre avec les professeurs et les jeunes du club universitaire

Contexte et objectif : Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD/ Allemagne, organiser un atelier de renforcement des capacités destiné aux professeurs encadreurs et aux jeunes membres du club d’éducation à la paix à l’UPG. Date: 16 octobre 2025. Objectifs: renforcer les capacités en gestion non violente des conflits, leadership et entrepreneurship.

Réalisation et participants

- Nombre de participants: 32 (16 hommes, 16 femmes) [à ajuster si nécessaire car les chiffres initiaux indiquent 15 hommes et 17 femmes]
- Progression: 100% (1 atelier réalisé)
Remarques opérationnelles
Cet atelier a permis de renforcer les compétences pratiques des encadreurs et des jeunes leaders du club, favorisant une approche proactive de résolution de conflits et d’initiative entrepreneuriale au sein du cadre universitaire.

Activité 1.1.4.3: Acquérir et distribuer des outils didactiques sur la paix et les droits humains

Sous-activité 1.1.4.3.1: Doter les structures communautaires du kit de rapportage, des dépliants et des posters pour la sensibilisation

Contexte et objectif : Renforcer les capacités des structures communautaires en matière de sensibilisation et de communication sur la paix et les droits humains, via la distribution d’outils didactiques adaptés.

Réalisation et participants

- Projet: Amahoro at scale, financé par RVO/Pays-Bas, cadre du consortium ZOA, MIPAREC et VNGI
 - Distribution:
- 26 registres remis aux commissions de reconnaissances collinaires de Nyanzalac (anciennement concernées par la médiation des conflits fonciers)
- 32 000 fiches de collecte de données distribuées à 130 vulgarisateurs
- 5 groupes de sketches mobilisés pour la sensibilisation de masse
- Progression
- 100% (26 registres, 32 000 fiches et actions associées distribués et opérés)

Remarques opérationnelles

La diffusion d’outils didactiques et la mobilisation des vulgarisateurs renforcent la capacité locale de sensibilisation et de médiation, avec un effet amplificateur sur la prévention des conflits et la diffusion des messages sur la paix et les droits humains.

Titre: Résultat 1.1.5 et Activités associées – Accompagnement des communes dans la mise en place de services fonciers communaux fonctionnels

Résultat 1.1.5 : Six communes bénéficient d'un accompagnement pour la mise en place de services fonciers communaux fonctionnels, assurant une gestion foncière locale plus efficace, transparente et adaptée aux besoins des populations.

Activité 1.1.5.1: Fournir un appui technique aux services fonciers de six communes (formation, ressources humaines, fourniture de matériel, supervision, etc.)

Sous-activité 1.1.5.1.1: Participer au développement d'une politique nationale pour l'opérationnalisation d'un Service Foncier Communal standardisé

Contexte et objectif : Dans le cadre du projet Amahoro at scale, financé par le RVO/Pays-Bas et opérant au sein du consortium ZOA, MIPAREC et VNGI, un travail de plaidoyer et de mise en ligne d'un cadre standardisé a été entrepris pour standardiser les services fonciers communaux à l'échelle nationale, afin de faciliter leur opérationnalisation et leur duplication dans l'ensemble du territoire.

Réalisation et résultats

- Contexte d'appui: Le projet appuie la commune de Nyanza depuis 2022 par des formations des structures communautaires, des activités de médiation et un accompagnement lors des mesurages des terres, rédaction des procès-verbaux et distribution de matériel pour l'enregistrement et la certification des terres sans litige.
- Contribution du consortium: Sur la base de ces réalisations, un membre du consortium VNGI a mené un plaidoyer au niveau national visant à standardiser et à dupliquer le modèle dans l'ensemble du pays.

Sous-activité 1.1.5.2: Organiser une formation sur la collecte des données de rapportage

Contexte et objectif : Former le personnel affecté au projet sur l'outil « Outcome harvesting » afin d'améliorer la collecte et l'utilisation des résultats de changement et des impacts.

Réalisation et participants

- Date: Janvier 2025
- Participants: 4 femmes et 11 hommes (dont deux personnes du cadre ZOA) A participé à la formation.
- Progression: 92% de participation effective
- Niveau de réalisation: 100% (atelier réalisé)

Sous-activité 1.1.5.3: Organiser une formation sur le genre

Contexte et objectif : Former le personnel sur les aspects liés au genre dans le cadre du projet Amahoro at scale, afin d'intégrer l'analyse et la pédagogie sensibles au genre dans les activités du programme.

Réalisation et participants

- Durée: 3 jours
- Participants: 3 femmes et 9 hommes
- Période: Deuxième trimestre 2025
- Progression: 91% de participation effective
- Niveau de réalisation: 100% (atelier réalisé)

Remarques opérationnelles

Ces formations renforcent les capacités techniques et sensibles au genre des équipes, assurent une meilleure collecte des résultats et facilitent l'intégration d'un cadre standardisé pour les services fonciers communaux. Elles contribuent également à une meilleure appropriation communautaire et à la durabilité des interventions en matière de gestion foncière.



Objectif global : Contribuer à l'édification de la paix, à la promotion de la justice sociale et au développement communautaire.

-

Objectif spécifique 1.2

Contribuer à la mise en œuvre des mécanismes de la justice transitionnelle afin de renforcer les capacités des individus et des structures communautaires à promouvoir la paix et la sécurité selon les principes et approches clés (TTT, NVA, Trauma Healing, et autres).

Résultat 1.2.1

Les individus et les structures communautaires ont renforcé leurs capacités pour promouvoir la paix et la sécurité, en s'appuyant sur des principes et approches essentiels tels que TTT (Truth, Tolerance, Transition), NVA (Non-Violent Action), et le traitement des traumatismes (Trauma Healing). Cet accroissement des capacités se manifeste par une meilleure compréhension et application des concepts de justice transitionnelle au niveau communautaire, ainsi que par une mobilisation plus efficace autour des processus de réconciliation et de cohésion sociale.

Résultat 1.2.2

Les cadres de dialogue entre les jeunes et les adultes sur le passé douloureux sont promus, favorisant des échanges constructifs et une participation active des jeunes dans les processus de réconciliation et de mémoire collective.

Activité 1.2.2.1 : Organiser des séances de dialogue sur la Justice transitionnelle (vérité, justice, réparation, garantie de non-répétition) mobilisant 50 000 personnes (25 000 jeunes et 25 000 adultes), soit 1 000 personnes par an et par commune.

Niveau de réalisation :

- **Sous-activité 1.2.2.1.1: Organiser la facilitation du cadre d’expression du deuil et du chagrin**
- Réalisation: Le projet Justice Sociale, financé par WFD/ Allemagne, a organisé 48 séances dédiées à l’expression du deuil et du chagrin, bénéficiant à 300 personnes (192 hommes et 108 femmes engagées dans les processus de Mémoire et de Réconciliation).
- Objectif et utilité: Ces séances visent à aider les personnes affectées par les crises de guerre à faire le deuil non résolu, à libérer les charges émotionnelles et à les préparer à témoigner dans les cadres de la justice transitionnelle (CVR), tout en renforçant la résilience communautaire et la confiance dans les mécanismes de réparation.

Remarques opérationnelles

Ces activités renforcent la cohérence entre mémoire collective et processus de réconciliation, en fournissant des espaces sûrs pour l’expression des traumatismes et en préparant les acteurs communautaires et les jeunes à participer de manière constructive aux dialogues sur la justice transitionnelle.



Titre: Résultat 1.2.3 et Activités associées – Assistance psychologique et accompagnement des personnes traumatisées

Résultat 1.2.3 : Tous les cas de personnes traumatisées reçues bénéficient d'un accompagnement psychologique et thérapeutique adapté, afin d'apporter un soutien psychosocial efficace et durable.

Activité 1.2.3.3: Organiser une prise en charge au sein des services d'accueil et de prise en charge spécialisée

Sous-activité 1.2.3.3.1: Offrir des services de counseling et d'accompagnement des patients traumatisés

Contexte et objectif : Dans le cadre du projet Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires, financé par la Coopération Suisse au Burundi, assurer un soutien psychosocial direct aux bénéficiaires par l'intermédiaire des assistants psychosociaux (APS) et des psychologues. L'objectif est d'identifier les cas traumatisés et de leur proposer des services de counseling et d'accompagnement adaptés.

Réalisation et participants

- Cas identifiés: 281 (107 hommes et 174 femmes)
- Cas accompagnés avec succès: 44 (20 hommes et 24 femmes)
- Taux de réalisation partiel: 16% (44/281 cas accompagnés)

Remarques opérationnelles

Des difficultés opérationnelles ont été relevées, notamment des retards dans l'augmentation de la phase du projet, entraînant des contraintes de déplacement et de communication pour les APS et les psychologues. Des mesures correctives et une planification renforcée sont envisagées pour améliorer l'accès et la continuité des services.

Activité 1.2.3.4: Référer et assurer le suivi des cas difficiles

Niveau de réalisation: À préciser selon les données consolidées.

Sous-activité 1.2.3.4.1: Référer les cas difficiles aux structures de soins

Contexte et objectif : Toujours dans le cadre du projet susmentionné, assurer une référence efficace des cas nécessitant des soins mentaux vers les structures de soins appropriées, afin de garantir une prise en charge spécialisée et continue.

Réalisation et participants

- Cas référés: 55 (dont 22 hommes et 33 femmes)

Remarques opérationnelles

Le recours aux structures spécialisées contribue à la continuité des soins et à l'accès à des interventions spécialisées pour les cas les plus complexes. Une traçabilité renforcée et un suivi systématique des parcours de soins sont recommandés pour améliorer l'efficacité du dispositif.

Titre: Résultat 1.2.5 et Activité associée – Participation des personnes affectées par les violences cycliques au processus de paix et réconciliation

Résultat 1.2.5 Les personnes affectées par des violences cycliques participent activement au processus de paix et de réconciliation, en tirant profit des mécanismes de justice transitionnelle et des initiatives de réconciliation communautaire.

Activité 1.2.5.1: Organiser des séances d'information et de sensibilisation sur le processus de justice transitionnelle à l'endroit des personnes affectées par les violences cycliques

Niveau de réalisation: À consolider selon les données finales.

Sous-activité 1.2.5.1.1: Organiser des rencontres avec la CVR sur la sensibilisation des réalisations de MIPAREC dans le domaine de la réconciliation

Contexte et objectif : Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD/ Allemagne, organiser des rencontres régionales avec la Commission vérité et réconciliation (CVR) afin de présenter et de sensibiliser sur les réalisations de MIPAREC en matière de réconciliation communautaire et de justice transitionnelle. Trois rencontres régionales ont été réalisées: dans le Sud (ancienne commune Kayogoro), au Centre (ancienne commune Nyabihanga) et à l'Est (ancienne commune Butaganzwa).

Réalisation et participants

- Rencontres organisées: 3
 - Participants totaux: environ 1 500 personnes
 - Collaboration: forte et appréciée par les participants et par la CVR
 - Contribution de MIPAREC: présentation des approches et méthodologies utilisées dans le traitement du passé douloureux; reconnaissance par la CVR comme organisation modèle et pionnière dans les initiatives de réconciliation
- Progression et résultats
- Niveau de réalisation: 75% (3/4 rencontres réalisées)
 - Point d'attention: l'atelier national prévu pour compiler les résultats des réunions régionales n'a pas pu être organisé faute de budget

Remarques opérationnelles

Les rencontres ont renforcé la compréhension mutuelle entre les acteurs de la réconciliation et les bénéficiaires, et ont positionné MIPAREC comme acteur clé dans les processus de mémoire et de reconstruction sociale. Pour la suite, il sera nécessaire d'assurer le financement de l'atelier national de consolidation et de planifier des activités de suivi afin de capitaliser les leçons apprises et de prolonger l'engagement communautaire.

Activité 1.2.2.1

Organiser des séances de dialogue sur la justice transitionnelle (vérité, justice, réparation, garantie de non répétition) visant 50 000 personnes (25 000 jeunes et 25 000 adultes), soit une moyenne d'environ 1 000 personnes par an et par commune.

Sous-activité 1.2.2.1.1

Organiser la facilitation du cadre d'expression du deuil et du chagrin

Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD/Allemagne, trois rencontres régionales ont été organisées en collaboration avec la CVR – dans le Sud (anciennement Kayogoro), au Centre (anciennement Nyabihanga) et à l'Est (anciennement Butaganzwa). Ces rencontres ont permis à MIPAREC de partager son expérience en matière de réconciliation communautaire et de justice transitionnelle. Environ 1 500 personnes ont participé, et les échanges ont signifié une meilleure compréhension mutuelle entre les parties prenantes et une évaluation positive des approches utilisées. La CVR a reconnu MIPAREC comme un modèle et un pionnier dans les initiatives de réconciliation. Le niveau de réalisation est estimé à 75% (3 sur 4 rencontres réalisées), bien qu'un atelier national de consolidation des résultats n'ait pas pu être organisé pour des raisons budgétaires.

Résultat 1.2.3

Tous les cas de personnes traumatisées reçues bénéficient d'un accompagnement psychologique et thérapeutique approprié.

Activité 1.2.3.3

Organiser une prise en charge au sein des services d'accueil et de prise en charge spécialisés.

Sous-activité 1.2.3.3.1

Offrir des services de counseling et d'accompagnement des patients traumatisés

Dans le cadre du projet d'Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires, financé par la Coopération Suisse au Burundi, des services de prise en charge psychosociale ont été fournis par des assistants psychosociaux et des psychologues. Sur 281 cas identifiés (107 hommes et 174 femmes), 44 cas (20 hommes et 24 femmes) ont été accompagnés avec succès. Le niveau de réalisation est estimé à 16% sur la base de ces chiffres, et des retards opérationnels dus à la mise en œuvre d'une nouvelle phase du projet ont été identifiés comme principale contrainte.

Activité 1.2.3.4

Référer et assurer le suivi des cas difficiles.

Sous-activité 1.2.3.4.1

Référer les cas difficiles aux structures de soins

Toujours dans le cadre du même projet, 55 cas nécessitant des soins mentaux ont été référés vers les structures spécialisées (22 hommes et 33 femmes).

Titre: Résultat 1.2.5 et Activité associée – Participation des personnes affectées par les violences cycliques au processus de paix et de réconciliation

Objectif spécifique 1.2.5

Assurer que les personnes affectées par les violences cycliques participent activement au processus de paix et de réconciliation, en les informant et en les sensibilisant aux mécanismes de justice transitionnelle et aux initiatives de réconciliation communautaire.

Résultat 1.2.5

Les personnes concernées s'impliquent de manière active dans les démarches de paix et de réconciliation, s'appuyant sur des mécanismes de justice transitionnelle et sur les actions de réconciliation communautaire.

Activité 1.2.5.1

Organiser des séances d'information et de sensibilisation sur le processus de justice transitionnelle à l'attention des personnes affectées par les violences cycliques.

Niveau de réalisation

- Sous-activité 1.2.5.1.1: Organiser des rencontres avec la CVR sur la sensibilisation des réalisations de MIPAREC dans le domaine de la réconciliation
Contexte Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par la WFD/ Allemagne, trois rencontres régionales ont été organisées en collaboration avec la Commission vérité et réconciliation (CVR). Les rencontres ont eu lieu dans le Sud (anciennement Kayogoro), au Centre (anciennement Nyabihanga) et à l'Est (anciennement Butaganzwa).

Réalisation et retombées

- Nombre de rencontres: 3
- Participation totale: environ 1 500 personnes
- Appréciation: collaboration positive et portée favorable de la CVR envers MIPAREC; reconnaissance de MIPAREC comme organisme modèle et pionnier dans les initiatives de réconciliation
- Impact: la CVR a mieux compris l'approche et la méthodologie de MIPAREC dans le traitement du passé douloureux
Niveau de réalisation
- Estimé à 75% (3 sur 4 rencontres réalisées)
Limites et leçons
- L'atelier national prévu pour compiler et consolider les résultats des rencontres régionales n'a pas pu être organisé en raison de contraintes budgétaires.

Remarques opérationnelles

Ces rencontres ont renforcé le dialogue entre les acteurs de la réconciliation et les bénéficiaires, et ont positionné MIPAREC comme acteur clé dans les processus de mémoire et de reconstruction communautaire. Pour la prochaine période, il conviendra de sécuriser les financements nécessaires pour l'atelier national de synthèse et de planifier des activités de suivi afin de capitaliser

Activité 1.2.3.4

Référer et assurer le suivi des cas difficiles.

Sous-activité 1.2.3.4.1

Référer les cas difficiles aux structures de soins

Toujours dans le cadre du même projet, 55 cas nécessitant des soins mentaux ont été référés vers les structures spécialisées (22 hommes et 33 femmes).

Titre: Résultat 1.2.5 et Activité associée – Participation des personnes affectées par les violences cycliques au processus de paix et de réconciliation

Objectif spécifique 1.2.5

Assurer que les personnes affectées par les violences cycliques participent activement au processus de paix et de réconciliation, en les informant et en les sensibilisant aux mécanismes de justice transitionnelle et aux initiatives de réconciliation communautaire.

Résultat 1.2.5

Les personnes concernées s'impliquent de manière active dans les démarches de paix et de réconciliation, s'appuyant sur des mécanismes de justice transitionnelle et sur les actions de réconciliation communautaire.

Activité 1.2.5.1

Organiser des séances d'information et de sensibilisation sur le processus de justice transitionnelle à l'attention des personnes affectées par les violences cycliques.

Niveau de réalisation

- Sous-activité 1.2.5.1.1: Organiser des rencontres avec la CVR sur la sensibilisation des réalisations de MIPAREC dans le domaine de la réconciliation
Contexte Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par la WFD/ Allemagne, trois rencontres régionales ont été organisées en collaboration avec la Commission vérité et réconciliation (CVR). Les rencontres ont eu lieu dans le Sud (anciennement Kayogoro), au Centre (anciennement Nyabihanga) et à l'Est (anciennement Butaganzwa).
Réalisation et retombées
- Nombre de rencontres: 3
- Participation totale: environ 1 500 personnes
- Appréciation: collaboration positive et portée favorable de la CVR envers MIPAREC; reconnaissance de MIPAREC comme organisme modèle et pionnier dans les initiatives de réconciliation
- Impact: la CVR a mieux compris l'approche et la méthodologie de MIPAREC dans le traitement du passé douloureux
Niveau de réalisation
- Estimé à 75% (3 sur 4 rencontres réalisées)
Limites et leçons
- L'atelier national prévu pour compiler et consolider les résultats des rencontres régionales n'a pas pu être organisé en raison de contraintes budgétaires.

Remarques opérationnelles

Ces rencontres ont renforcé le dialogue entre les acteurs de la réconciliation et les bénéficiaires, et ont positionné MIPAREC comme acteur clé dans les processus de mémoire et de reconstruction communautaire. Pour la prochaine période, il conviendra de sécuriser les financements nécessaires pour l'atelier national de synthèse et de planifier des activités de suivi afin de capitaliser les enseignements et d'assurer la continuité des engagements communautaires

Titre: Résultat 1.3 et Activité associée – Renforcement de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique

Objectif Spécifique 1.3

Renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique au sein des communautés de la zone d'intervention du MIPAREC, en apportant des formations et des sensibilisations sur des thématiques clés telles que la résolution pacifique des conflits, la communication non violente, le leadership responsable, les VBG, la citoyenneté et la cohésion sociale.

Résultat 1.3.1

Les bénéficiaires identifiés dans la zone d'intervention bénéficient d'un paquet de formation varié et adapté couvrant notamment la résolution pacifique des conflits, la communication non violente, le leadership responsable, les violences basées sur le genre (VBG), la citoyenneté et la cohésion sociale, afin de favoriser des dynamiques communautaires plus pacifiques et inclusives.

Activité 1.3.1.1

Organiser des sessions de sensibilisation sur la cohésion sociale et la cohabitation pacifique.

Niveau de réalisation

- Sous-activité 1.3.1.1.1: Organiser des sensibilisations de masse sur les notions de base du trauma Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD/Allemagne, 12 sensibilisations de masse ont été réalisées dans les 12 anciennes communes d'intervention. L'objectif était de sensibiliser la population à la problématique de la santé mentale et de lutter contre la stigmatisation associée aux troubles psychosociaux. Le niveau de réalisation est de 100 % (12/12 séances réalisées).
- Sous-activité 1.3.1.1.2: Organiser les ateliers de sensibilisation de l'entourage des femmes victimes de VBG Le projet Justice Sociale a organisé 12 ateliers destinés à l'entourage des femmes victimes de VBG, visant à changer les attitudes et les mentalités discriminatoires. Environ 300 personnes (178 hommes et 122 femmes) ont participé dans les 12 anciennes communes ciblées. L'objectif était de renforcer la cohésion sociale et l'accompagnement psychosocial des victimes, avec un taux de réalisation de 100 % (12/12 ateliers).
- Sous-activité 1.3.1.1.3: Organiser des ateliers de sensibilisation de l'entourage des personnes en voie de rétablissement psychosocial 12 ateliers ont été organisés dans les 12 communes cibles, réunissant environ 300 participants. L'objectif était de faciliter la réinsertion psychosociale et la participation communautaire des personnes en rétablissement, afin de promouvoir la cohésion sociale et de prévenir la discrimination. Taux de réalisation: 100 % (12/12 ateliers).
- Sous-activité 1.3.1.1.4: Organiser une formation des membres des conseils des notables de l'ancienne Commune de Nyanza-lac Dans le cadre du programme Amahoro at scale, financé par RVO/Pays-Bas et impliquant ZOA, MIPAREC et VNGI, une formation de deux jours a été organisée à Nyanza, couvrant les 26 collines de l'ancienne commune. Au total, 390 personnes (242 hommes et 117 femmes) ont pris part. L'objectif était d'outiller les conseils des notables sur la résolution pacifique des conflits, la communication non violente et le leadership responsable pour mieux intervenir lors de conflits fonciers et sociaux. Taux de participation: 100 % (359 bénéficiaires sur 359).

Remarques opérationnelles

Ces activités renforcent la cohésion sociale en multipliant les occasions de dialogue, d'échanges et d'apprentissage sur des thématiques clés de la vie communautaire, tout en favorisant l'inclusion et la protection des femmes et des groupes vulnérables. Pour la période suivante, il convient de poursuivre le suivi des bénéficiaires et d'évaluer l'impact sur les pratiques sociales.

Titre: Résultat 2.1 et Activité associée – Amélioration de la gouvernance inclusive dans les zones d'intervention

Objectif Spécifique 2.1

Améliorer la mise en œuvre de la gouvernance inclusive dans les zones d'intervention (ZI), en renforçant la participation des femmes et des groupes marginalisés dans les processus décisionnels locaux et publics.

Résultat 2.1.2

Au moins 40 % des femmes sont élues dans les assemblées et organes de décision lors des échéances électorales de l'année 2025, en lien avec les efforts de promotion de la participation citoyenne et de l'égalité des genres.

Activité 2.1.2.1

Sensibiliser les femmes et les groupes marginalisés à la participation citoyenne et à la vie publique, à travers deux sessions annuelles, chacune accueillant 50 participants dans 30 communes.

Niveau de réalisation

Sous-activité 2.1.2.1.1

Organiser des séances de sensibilisation destinées aux femmes des couples modèles et aux femmes leaders communautaires

Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD/ Allemagne, douze séances de sensibilisation ont été menées auprès de femmes issues de couples modèles et de leaders communautaires, afin de renforcer leur participation dans les espaces de prise de décision formels et informels, les démarches d'élection et les possibilités de constituer ou de rejoindre de nouveaux groupes de solidarité féminine. Au total, 240 participantes ont été enregistrées, dont 229 femmes et 11 hommes, réparties sur les douze anciennes communes ciblées. L'éc activité a été réalisée à 100 % (12 sur 12 séances).

Remarques opérationnelles

Cette série de séances a permis d'accroître la prise de conscience sur les mécanismes de participation et de démontrer l'importance du leadership féminin au niveau communautaire. Pour la prochaine période, il sera essentiel de poursuivre les formations et d'évaluer les effets sur la participation réelle des femmes aux processus électoraux locaux.

Objectif global : Contribuer à l'édification de la paix, à la promotion de la justice sociale et au développement communautaire.

•

2.1 Améliorer la mise en œuvre de la gouvernance inclusive dans les zones d'intervention

Résultat 2.1.1: Les mécanismes de la gouvernance inclusive sont connus par la communauté dans la zone d'intervention



Activité 2.1.1.1 Organiser des sessions de formation sur la gouvernance inclusive (redevabilité, participation, plaidoyer...), (10 sessions par commune, avec 50 personnes par session dans 30 communes) ion.

Sous activité : 2.1.1.1.1 : Renforcer les compétences en matière de leadership aux femmes et filles pour qu'elles deviennent actives dans les secteurs politique, gouvernemental et non gouvernemental

Le projet « Powered by women » financé Care/ Burundi a organisé 6 séances au niveau communal (Ntahangwa, Isare, Mugere, Rwibaga, Muhuta et Rumonge) de renforcement des capacités des femmes élues, des leaders féminins et des piliers avec les outils d'EKATA et SASA. La formation consistait à réveiller la conscience des participants sur le rôle des hommes à soutenir les femmes dans le développement familial en s'appuyant mutuellement. Les réflexions ont abouti à l'élimination des inégalités sociales car il doit y avoir une participation de tout le monde tout en se complétant dans l'accomplissement des tâches ménagers. Il y a eu partage des stratégies utilisées par les femmes élues lesquelles les ont faits parvenir à être élues. A titre d'exemple les femmes qui mobilisent les membres de VSLAs pour qu'ils puissent voter en sa faveur. Ces dernières ont fait des restitutions et des sensibilisations aux autres membres des VSLAs et aux membres des communautés. Les femmes chefs des collines, les femmes membres des conseils collinaires, les femmes médiatrices, les femmes Chefs des zones ont été encouragées à mener un leadership rigoureux et responsable et aussi elles ont été accompagnées sur la citoyenneté active. Il est à noter qu'il y a eu dans la zone d'intervention, 204 candidates aux élections, 11 femmes élues comme Cheffes des collines, 100 femmes élues comme conseillères et 3 ont été nommées Chefs des zones.

Comme la fin des élections marque le début d'un autre cycle électoral, les femmes ont échangé sur comment à mettre en place des stratégies de se faire élire mais aussi de commencer à mettre en œuvre des stratégies qui leur permettront d'être éligibles. Les participants se sont engagés à travailler davantage leur conscience en leadership, à mener des activités d'auto prise en charge, de travailler dans des coopératives pour la réussite, de mettre en place une coopérative qui va rayonner dans chaque communauté respective. Les femmes se sont engagées d'organiser les activités de visibilité comme journée communale NAWE NUZE, de participer au défilé du 1^{er} Mai avec leurs pagnes de marque Nawe Nuze, pendant l'année suivant 2026.

Résultat 2.1.2 : Au moins 40% des femmes sont élues dans les instances de décision pendant les échéances électorales de l'an 2025.

Activité 2.1.2.1 Sensibiliser les femmes et les groupes marginalisés sur la participation citoyenne à la vie publique (Deux sessions annuelles, 50 par session, dans 30 communes).

Sous-activité 2.1.2.1.1

Organiser des séances de sensibilisation des femmes des couples modèles et des femmes leaders communautaires

Le projet « Justice sociale » financé par WFD/ Allemagne a organisé 12 séances de sensibilisation des femmes des couples modèles et femmes leaders communautaire sur la participation dans les espaces formelles et informelles de prises de décision, élire et se faire élire dans des organes locaux et sur la création des nouveaux groupes de solidarité des autres femmes qui ont changé leurs comportements. Les participants étaient au nombre 240 personnes dont 229 femmes et 11 hommes dans les 12 anciennes communes cibles du projet. L'activité a été réalisée au niveau de 100% sur base de 12/12 séances réalisées.

Objectif global : Contribuer à l'édification de la paix, à la promotion de la justice sociale et au développement communautaire.

-

Objectif Spécifique 3.1

Appuyer la diversification et l'accroissement des moyens de subsistance des ménages, en particulier par le développement et le renforcement des Groupes d'Activités Génératrices de revenus - AGR) et des mécanismes d'entraide.



Activité 3.1.1.2

Encadrer les groupes de solidarité et d'entraide mutuelle dans la mise en œuvre des AGR

Contexte et démarche

Dans le cadre du projet Justice Sociale, financé par WFD/ Allemagne, les activités ont été structurées pour accompagner les femmes et les communautés dans la création et la consolidation de groupes de solidarité destinés à soutenir les AGR. L'objectif était d'encadrer ces groupes afin d'élaborer et d'appliquer des stratégies génératrices de revenus, tout en renforçant les mécanismes d'entraide locale.

Réalisation et résultats

- Activité: Organisation d'ateliers d'échange avec les femmes victimes de violences basées sur le genre (VBG) sur les groupes de solidarité
- Nombre d'ateliers: 12
- Participants totaux: 360 femmes
- Portée géographique: 12 communes cibles du projet
- Objectif visé: générer des revenus accrus et durablement via des groupements solidaires
- Niveau de réalisation: 100 % (12/12 ateliers réalisés)
- Impact observé: les échanges ont permis d'identifier des approches concrètes pour la monétisation des activités et le renforcement des liens de solidarité au sein des groupes; les femmes participantes ont exprimé un renforcement de leur autonomie économique et de leur confiance dans les mécanismes collectifs d'action.

Activité 3.1.1.3

Assurer le suivi et l'évaluation des AGR créées et appuyées

Niveau de réalisation

- Sous-activité 3.1.1.3.1: Organiser les ateliers d'évaluation des groupes de solidarité des femmes victimes de VBG Cadre et approche Toujours dans le cadre du projet Justice Sociale, 12 ateliers d'évaluation ont été organisés pour passer en revue les réalisations et les résultats des groupes de solidarité. Ces ateliers ont permis de recueillir les retours des bénéficiaires, de formuler des conseils et des recommandations pour renforcer l'autonomisation et la pérennisation des initiatives.

Résultats et participation

- Nombre d'ateliers: 12
- Participants: environ 300 femmes
- Objectif évalué: mesurer les progrès réalisés, identifier les obstacles et proposer des actions correctives
- Niveau de réalisation: 100 % (12/12 ateliers réalisés)

Remarques opérationnelles

Ces activités constituent des leviers essentiels pour la diversification des moyens de subsistance et l'autonomisation des femmes au sein des communautés d'intervention. Pour la période suivante, il est recommandé de:

- consolider les résultats des AGR par des plans d'affaires adaptés et des mécanismes de financement communautaire;
 - renforcer les capacités des cadres locaux pour assurer la pérennité des groupes;
- documenter les meilleures pratiques et les partager avec d'autres zones d'intervention.

Titre: Résultat 3.1.2 et Activité associée – Sensibilisation des jeunes à l’entrepreneuriat et aux AGR

Contexte et objectif

Dans le cadre du programme Justice Sociale, l’objectif est d’encourager l’entrepreneuriat chez les jeunes et d’inciter la création et la gestion d’Activités Génératrices de Revenus (AGR). Résultat 3.1.2 vise à ce que 70 % des jeunes lauréats certifiés dans diverses filières professionnelles entreprennent des AGR, renforçant ainsi leur employabilité et leur autonomisation économique.

Résultat 3.1.2

70 % des lauréats jeunes certifiés dans différentes filières professionnelles s’engagent dans des AGR et développent des initiatives entrepreneuriales au sein de leurs communautés.

Activité 3.1.2.1

Organiser des séances de sensibilisation des jeunes sur l’entrepreneuriat

Niveau de réalisation

Sous-activité 3.1.2.1.1

Organiser des séances de sensibilisation de masse destinées aux jeunes non organisés

Réalisation et portée

Le projet a organisé 12 séances de sensibilisation de masse destinées aux jeunes non organisés afin de promouvoir une culture de la non-violence et d’encourager l’esprit entrepreneurial via des jeux-concours et des activités pratiques dans les 12 anciennes communes cibles. Au total, environ 2 100 jeunes ont participé à ces sessions. Le niveau de réalisation est de 100 % (12/12 séances réalisées).

Sous activité 3.1.1.2.2: Mettre en place et encadrer les groupes de solidarité.

Le projet « Powered by women » financé Care/ Burundi encadre 281 groupes de solidarité appelés VSLAs formés de 5 980 membres, soit en moyenne 21 membres par VSLAs dont 5 446 féminins et 444 masculins dans 60 collines d’intervention du projet.

Sous-activité 3.1.1.3.1 Organiser les ateliers d’évaluation des groupes de solidarité des femmes victimes des VBG

Le projet « Justice sociale » financé par WFD/ Allemagne a organisé 12 ateliers d’évaluation des groupes de solidarité des femmes victimes des VBG. Le but était d’évaluer les réalisations et les résultats de ces groupes ainsi que les conseils et les recommandations les participants aux ateliers donneront aux autres membres pour bien évoluer avec leur autonomisation. Un effectif de pour 300 femmes a participé dans ces ateliers. Le niveau de réalisation est à 100 % sur base de 12/12 ateliers réalisés.

Impact et enseignements

Ces sessions ont permis d’accroître la sensibilisation à l’entrepreneuriat et à l’importance des AGR chez les jeunes, tout en renforçant l’esprit de collaboration et la participation civique. Pour la période suivante, il sera important de suivre les trajectoires des participants afin d’évaluer le passage à l’action et d’appuyer les jeunes dans la formalisation de leurs projets entrepreneuriaux.

Résultat 3.1.2 : 70% des lauréats jeunes certifiés dans différentes filières professionnelles entreprennent des AGR

Activité 3.1.2.1 Organiser des séances de sensibilisation des jeunes sur l'entrepreneuriat

Sous activité 3.1.2.1.1: Organiser des séances de sensibilisation de masse aux jeunes non organisés.

Le projet « Justice sociale » financé par WFD/ Allemagne a organisé de 12 séances de sensibilisation de masse aux jeunes non organisés à œuvrer en faveur d'une culture de la non-violence à travers des jeux concours dans les 12 anciennes communes cibles du projet. Un effectif estimé à 2100 personnes a participé à ces séances de sensibilisation. Le niveau de réalisation est à 100 % sur base de 12/12 séances réalisées.

Objectif Spécifique 3.3 : Contribuer à l'insertion socio- économique (professionnelle) des jeunes, des femmes et des personnes à besoins spécifiques.

Résultat 3.3.1 : Au moins 1000 personnes (jeunes, femmes et personnes spécifiques) sont insérées socio-économiques.

Activité 3.3.1.1 Organiser des séances de sensibilisation des jeunes sur l'entrepreneuriat

Sous activité 3.3.1.1.1:

Renforcer les capacités des femmes et des filles pour participer de manière équitable aux activités économiques.

Le projet « Powered by women » financé Care/ Burundi a organisé 6 ateliers de formation des couples au niveau communal avec un objectif d'atteindre 300 couples sur l'inclusion financière, où les femmes et leurs maris ont été invités pour favoriser l'environnement favorable aux femmes du point de vue de leur épanouissement économique. Dans le contenu de la formation, on a échangé sur la gestion transparente des biens familiaux. Des stratégies de planification inclusives pour des biens familiaux où la femme prend des décisions éclairées. Par exemple, éviter qu'une femme ou un homme contracte un crédit à l'insu de son partenaire car en cas de faillite, c'est le conflit familial. Un effectif de 150 hommes et 150 femmes a participé aux 6 ateliers de formation.

Objectif Spécifique 3.4 : Contribuer à l'accès des populations actives à la formation et à l'information relatives à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

Résultat 3.4.1 : Au moins 500 jeunes et femmes sont formés en entrepreneuriat et dotés de capacités de rapportage de leurs activités génératrices de revenus grâce aux interventions de MIPAREC.

Activité 3.4.1.1 Organiser des formations techniques, professionnelles, en métiers, en entrepreneuriat, en innovation et en rapportage de leurs activités génératrices de revenus (20 sessions de 30 personnes par an).

Sous activité 3.4.1.1.1: Organiser une formation aux femmes et aux jeunes sur la santé sexuelle et reproductive.

Le projet « Powered by women » financé Care/ Burundi a organisé 3 ateliers de formation aux districts sanitaires d'Isare, Rumonge et Muhuta. Chaque FOSA a invité 20 participants dont le personnel provenant des différents CDS issus de ces 3 districts sanitaires qui preste les services de la SSR. Signalons que ces services sont bénéficiés par les femmes adultes et les jeunes adolescentes. La formation a porté sur la définition des concepts utilisés dans la planification familiale et puis l'identification des obstacles liés à l'accès des femmes et des filles au service SSR et la connaissance des services SSR à donner aux jeunes. Sur les ateliers prévus, il y a eu 3/3 ateliers réalisés (soit 100%) et sur les 66 participants prévus, 62 (soit 94%) ont été présents dont 32 femmes et 30 hommes.

Objectif Spécifique 5.1

Assurer une bonne gouvernance institutionnelle et une coordination efficace de la mise en œuvre du Plan stratégique 2024-2028, en renforçant l'efficacité opérationnelle, la gestion des ressources humaines et le fonctionnement matériel de MIPAREC.

Résultat 5.1.1

L'administration, le fonctionnement et la gestion de MIPAREC sont assurés efficacement, garantissant une mise en œuvre conforme des programmes et budgets.

Activité 5.1.2.3 Participer aux événements internationaux et nationaux (8 mars, 7 jours d'activisme, Journée nationale de la commune, Journée Internationale de la Paix)

Sous activité : 5.1.2.3.1

Participer sur la conférence sur le foncier en Colombie

En dates du 12 au 21 Juin 2025 ; le Coordinateur du projet « Amahoro@scale » a participé à une conférence d'échange d'expériences sur le foncier organisée par Land at scale en Colombie pour le compte de RVO/ Pays Bas. La conférence comprenait les ateliers d'échanges et les visites de terrain pour des praticiens en sécurisation foncière et des chercheurs.

Sous activité : 5.1.2.3.2

Participer à la journée d'évaluation des réalisations communales prévue au mois d'Août de chaque année.

En du 23 Août 2025, MIPAREC a été honoré avec un Certificat de Mérite pour le travail noble effectué dans la sécurisation foncière en Commune Nyanza. De ce fait le consortium de ZOA, MIPAREC et VNGI sous le financement de RVO/ Pays bas ; les interventions de sensibilisation sur la sécurisation foncière et sur le paiement des certificats fonciers, la résolution pacifique des conflits fonciers, l'encadrement des agents d'appui dans le mesurage des terres sans litiges et la rédaction des procès-verbaux ont fait que MIPAREC soit reconnu comme étant un acteur contribuant beaucoup dans le développement socioéconomique de la commune Nyanza.

Sous-activité 51233 : Participation à la journée internationale de la paix.

Le RL du MIPAREC a participé à l' Université de NGOZI à la journée Internationale de la paix du 18 au 20 septembre 2025 sur invitation de PNUD



En 2025 MIPAREC a mené divers activités qui visent à renforcer la gouvernance institutionnelle, la coordination, l'efficacité opérationnelle, la gestion des ressources humaines et le fonctionnement matériel, tout en assurant une mise en œuvre conforme des programmes et budgets.

1. Gouvernance et coordination institutionnelle

Renforcement du cadre de gouvernance

- MIPAREC a mis à jours son Manuel des Procédures Administratives et Financières (MAPAF) et d'un code de conduite pour les équipes et les partenaires. Il y a eu aussi en général, la révision et mise à jour des procédures opérationnelles standard (POS) pour tous les domaines clés (planification, suivi-évaluation, achats, gestion des ressources humaines, sécurité).

Renforcement du cadre de coordination

MIPAREC a mis en place une nouvelle Equipe de Direction a établi un calendrier annualisé de réunions de coordination avec le personnel clé.

2. Efficacité opérationnelle et gestion de programme

Planification et suivi budgétaire

Déploiement d'un système intégré de gestion budgétaire et financière (planning, exécution, suivi des dépenses, rapprochements). MIPAREC a mis à jour le système de comptabilité à standard international et d'un logiciel de comptabilité Quickbooks

Mise en place de contrôles internes renforcés et d'audits internes périodiques sur les dépenses et les contrats.

Suivi-évaluation et transparence des résultats

MIPAREC a pris des décisions visant le renforcement du cadre de suivi-évaluation (indicateurs, collecte de données, reporting trimestriel).

Gestion des risques

MIPAREC a élaboré une cartographie des risques institutionnels (financiers, opérationnels, réputation) et plan d'atténuation.

Il assuré la mise en place d'un dispositif de gestion des incidents et de continuité des activités (plan de reprise après incident).

3. Gestion des ressources humaines (RH)

Développement des capacités

MIPAREC a mis en œuvre son plan de formation annuel pour l'équipe (gardant les compétences en gouvernance, gestion budgétaire, achats publics, sécurité et protection des données).

MIPAREC a initié une évaluations annuelles transparentes.

Un système de pointage digitalisé est fonctionnel au siège du MIPAREC

VII. Effets de changement ou d'impact

(histoires du changement le plus significatifs, outcome harvestings, témoignages, initiatives communautaires générées suite aux interventions,).

1. Les propriétaires des terres des collines de la première, deuxième et troisième phase qui ont enregistré leurs terres retirent à grande échelle les certificats et il y a augmentation des recettes communales.
2. Certains résidents et rapatriés sont conscients du mauvais partage des terres fait par les délégués de la CNTB dans la mise en exécution à l'époque de Mgr Serapion BAMBONANIRE car il n'avait pas une perspective de réconciliation et sont maintenant sous l'appui des CRCs, pour partager à l'amiable leurs propriétés foncières.
3. Durant les trois mois d'OGR sur les collines de Kabondo et de Mwimbiro, il y a eu diminution du désœuvrement de jeunes car 75 jeunes agents d'appui, 15 agents de saisi et 4 agents cartographes dont 94 jeunes ont été employés durant trois mois, à cela s'ajoute des connaissances diversifiées qu'ils ont acquises.

Monsieur NJEBARIKANUYE Augustin a été accompagné psychosocialement par le projet « Justice sociale » étant un jeune toxicomane originaire de la zone Butezi, colline Kirasira.

Après avoir abandonné les drogues et psychosocialement rétabli, il a pris la décision de se faire élire pendant les élections des chefs collinaires en 2025 et il a été élu comme Chef de colline KIRASIRA, zone Butezi.

Donavine, âgée de 16 ans était un membre timide du club scolaire de Butezi et a assisté à une session de transfert des compétences en avril 2025 et organisé par le projet « Justice sociale ». Peu après, un conflit éclata dans son école entre certains élèves et un enseignant accusé de partialité. Alors que cette situation risquait de se compliquer, Donavine, se souvenant des techniques de communication non-violente apprises a proposé de faciliter un dialogue. Elle a organisé une rencontre discrète, a écouté chaque partie sans jugement et a reformulé les citations. Sa posture calme et neutre a désamorcé la crise et a conduit à des excuses mutuelles. Aujourd'hui, Donavine est sollicitée pour régler des conflits éventuels dans son quartier (les conflits qui sont à son niveau, évidemment).

Lionel âgé de 28 ans à Ruyigi, était découragé. Plusieurs formations en entrepreneuriat organisées par le projet « Justice sociale » dans lesquelles il avait participé, lui avait incité à créer ses propres initiatives qui n'avaient jamais abouti, faute de capital de départ. En intégrant le Self-Help Group (SHG) initié par les clubs des jeunes grâce aux renforcements des capacités effectuées par le projet dans les années antérieures, il a d'abord bénéficié d'un prêt de 100,000 FBu pour acheter des poulets. Mais le plus important encore, il a intégré un système d'entraide. Grâce à la participation régulière dans les réunions hebdomadaires, l'échange sur les défis que rencontrent les initiateurs des plans d'affaire lui a permis de découvrir les différentes voies de s'en sortir et d'en trouver les différentes solutions éventuelles. Il a également pu multiplier beaucoup de contacts à des personnes clés qui peuvent lui servir de guide dans ce chemin menant vers la réussite de ses rêves. Son élevage des volailles a prospéré. Lorsqu'il a remboursé sa dette, Chanella, une jeune femme du même groupe a essayé de prendre son modèle et a obtenu le prêt du même montant suivant pour se lancer dans un petit commerce et on constate qu'elle évolue positivement également.

Dans la commune Butaganzwa, province Buhumuza ; les jeunes du cadre d'échange encadrés par le projet « Justice sociale » avaient plaidé pendant des mois pour un espace dédié aux activités du club des jeunes à MURIZA au chef-lieu de la commune BUTAGANZWA. Leur demande n'avait jamais attiré l'attention des décideurs communaux. Lors de la 2ème Plateforme d'acteurs clés en Août de l'année 2025, comme le conseiller communal avait participé dans cette séance, on l'a incité à faire une visite du local délabré dans lequel ils utilisaient pour mettre en œuvre leurs activités. Sur place, ils ont présenté un mini-plan d'affaires montrant comment, si cet espace serait rénové, pourrait générer assez de revenus via la location pour des événements éventuels se déroulant dans ce centre à vocation urbaine. Cette autorité administrative communale n'a pas tardé à réagir positivement, la doléance a été portée à la connaissance du conseil communal et actuellement cet espace est en train de subir une rénovation, comme souhaité par ces jeunes.

À la fin de l'année scolaire 2024- 2025, les anciens membres du club d'éducation à la paix de Rusengo encadré par le projet « Justice sociale » ont témoigné avec fierté, avoir eux-mêmes conçu le programme de la session de transfert de compétence en faveur des nouveaux membres, en sélectionnant les jeux de cohésion les plus efficaces et les études de cas les plus parlantes. Ils disposent un « kit de passation » qu'ils avaient créé : un cahier, des photos, les contacts des autorités partenaires. Le projet n'avait pas fourni ce kit ; ils l'avaient initié eux-mêmes après avoir éprouvé ce besoin de pérennité des acquis des clubs d'éducation à la paix dans les écoles.

Dans la zone Rubirizi, commune Ntahangwa, les membres du VSLAs MUKENYEZI NIKIRUMARA MUMURYANGO, nous ont partagé leur vie dans les VSLAs : *« Nous sommes un groupe de femmes membre d'un VSLAs formée par le projet GEWEP III. Nous pratiquons la culture du riz, en plus de participer activement dans les VSLAs. Nous avons uni nos efforts pour exploiter collectivement des parcelles rizicoles. Grace à la mise en commun d'un capital, nous avons commencé chacun avec un capital de 50.000Fbu et nous sommes au nombre de 25 Femmes. La production a augmenté, ce qui nous a permis la sécurité alimentaire de nos familles et de dégager un excédent pour la vente. Avec l'argent partagé dans les AGRs et VSLAs, certaines d'entre nous ont pu acheter des parcelles, d'autres ont amélioré leurs maisons. Cela impacte désormais aux décisions financières du ménage et servent de modèles pour d'autres femmes de la communauté. Nous sommes alors devenues des actrices du développement des ménages et de la communauté grâce à l'implication dans les VSLAs et dans la création des AGRs communes. Notre parcours prouve que ces AGRs que nous faisons vont transformer durablement les conditions de vie. »* racontent-elles.

Les membres d'un VSLA de l'ancienne commune d'ISALE composé de 25 personnes dont 15 femmes et 10 hommes se sont convenus de contracter un crédit dans PAEJ pour réaliser des activités génératrices des revenus. Ils ont présenté leur projet dans cette institution et ce projet a été financé sans aucun doute.

Après avoir reçu un montant contracté de dix millions, ils ont acheté 4 vaches et 4 chèvres dans le but que chaque membre aura ses propres et devenir des grands éleveurs avec une grande variété d'animaux élevés. Avec cet élevage, les membres de ce VSLA ont l'objectif de contribuer à la sécurité alimentaire en fournissant du lait dans les restaurants et dans la communauté qui l'entoure et cela pour se procurer de l'argent. Ils ont aussi l'objectif de contribuer à la fertilité du sol et augmenter la récolte.

NIMBONA Révocate, originaire de la colline et zone MAGEYO, commune ISALE, témoigne un changement significatif dans sa vie familiale grâce à son implication dans le programme Nawe Nuze. Avant son adhésion à un VSLA, elle vivait dans un environnement domestique difficile, marqué par la violence conjugale. Son mari, consommateur de la drogue et d'alcool, la maltraitait fréquemment. Son engagement dans le groupe a été marqué dès le début par son dynamisme et sa détermination. Grâce aux formations reçues, elle a appris à épargner, à contracter de petits crédits et à ouvrir un compte dans une institution financière locale. En mai 2025, elle a pu acheter une vache et après a mis bas. Ce progrès économique visible a transformé la perception de son mari. Celui-ci a cessé progressivement les violences, a abandonné la consommation des boissons prohibées et participe dans la réalisation des activités du foyer. Aujourd'hui, il sensibilise à son tour d'autres hommes de la colline ayant des comportements similaires. Grâce à leur exemple, environ 8 foyers ont connu une amélioration de leur situation familiale. Ce témoignage illustre un changement comportemental positif au sein des ménages, rendu possible par l'autonomisation économique des femmes et la transformation dynamiques de pouvoir au sein des couples.

Après les sensibilisations faites, les membres des VSLAs sont devenus des acteurs clés dans la protection de l'environnement. Ils organisent à leur tour des séances de sensibilisation pour éduquer les communautés sur l'importance de la protection de l'environnement. Les piliers de la colline Nyabibondo, Rutambiro et Gisarwe nous témoignent qu'ils ont pris le devant non seulement mener des séances de sensibilisation mais de réaliser des travaux pour la protection de l'environnement. Ils ont tracé des courbes de niveaux et font le reboisement pour soutenir les montagnes afin d'éviter les glissements qui remportent les cultures des champs. Ils travaillent en synergie pour la réaménager les

routes et les ponts détruits par l'érosion.

NSH.Cl est une dame vivant sur la colline MUHAGAZE en zone MUGARURO de la commune GISHUBI. Elle est âgée de 30 ans et a dix ans de mariage, elle a eu 2 enfants dont un garçon et une fille. Au cours de sa vie, elle vivait avec son mari dans une vie précaire. Cette situation a poussé son mari à se rendre à BUJUMBURA à la recherche de la survie de sa famille. Au moment où celui-ci n'était pas à la maison, la femme en a profité pour des relations extraconjugales, l'issu desquelles est né un troisième enfant. De son retour de BUJUMBURA, le mari a été saisi de la situation et a commencé à malmené sa femme jusqu'à la chasser de la maison. Le malheur ne vient jamais seul, arrivée chez sa famille, son frère l'a torturée, l'a tabassée, l'accusant de tous les maux. Cette situation a indisposé NSH.Cl et a commencé à avoir des cauchemars pendant la nuit, de l'hyper vigilance, des hallucinations, elle a développé de l'anorexie. Avec de multiples entretiens individuels avec un assistant psychosocial, NSH.Cl a retrouvé son état mental positif.

Comme elle le témoigne, NSH.Cl n'éprouve plus de difficultés quand elle s'endort, de même, elle mange bien. Elle se réjouit fortement du soutien qu'elle a eu grâce au projet NI ABACU.

NI. Fr est une veuve vivant sur la colline RUKOBE I dans la zone BUHEVYI dans l'ancienne commune de ITABA. Cela fait 16 ans qu'elle ne vit plus avec son mari. Elle a 3 garçons, son fils aîné a 21 ans, le cadet en a 16 ans. Vivant dans une situation pénible, elle a préféré retourner chez sa famille. Son grand frère n'a pas bien accueilli le retour de sa sœur, les choses ont tourné mal, il a commencé à maltraiter NI. Fr avec ses 3 fils. Cette situation de maltraitance a créé des frustrations énormes qui ont conduit NI. Fr à prendre la décision de se suicider. Car, elle voyait en cela comme la seule solution à ses problèmes familiaux auxquels elle faisait face. Elle a tenté de se suicider trois fois. Selon NI. Fr « *Je n'ai plus envie de vivre* ». Ayant appris qu'elle pourrait sortir de cette « misère » elle a pris la décision de se confier au psychologue. Après les séances de psychothérapie, NI. Fr a repris le goût de la vie. Elle a quitté son frère et elle s'est installée ailleurs. Elle a commencé à bâtir une nouvelle vie en s'attelant aux activités de développement. C'est ainsi qu'elle s'est procuré une propriété dans laquelle elle a fait ériger une maison pour son fils aîné.

Bénéficiaires directs et indirects

Directs				Indirects				Total
Hommes	Femmes	Jeunes	Total	Hommes	Femmes	Jeunes	Total	
4218	6182	4 994	15 394	6 997	9 314	5 000	21 311	39 705

• **CONTRAINTES/ DÉFIS MAJEURS RENCONTRÉS
ET ADAPTATIONS APPORTÉES.**

Contraintes/ défis majeurs rencontrés.	Adaptations apportées
Flambée des prix sur le marché et la cherté de la vie.	S'adapter au prix du marché
Pénurie du carburant	Négocier avec certains partenaires qui l'acceptent de s'en approvisionner sur le marché informel ou louer les véhicules et les motos comprenant le carburant. Majoration des frais de déplacement aux participants sur négociation auprès des bailleurs des fonds.
Extension de la zone d'action	Rester dans les anciennes communes d'intervention.
Le changement lié au découpage administratif	Changement de l'appellation de la zone d'intervention « localité » Les groupes cibles restent inchangés La restructuration de cadre de dialogues et plateformes
Présence de multiples substances stupéfiantes néfastes à la vie humaine qui peuvent engendrer la mort, les conflits familiaux, les conflits au sein des couples	Les dialogues auprès des décideurs afin de prendre des décisions ou des mesures adéquates pour la lutte contre ces substances stupéfiantes néfastes à la vie humaine
Mouvement de migration/rapatriement	La collaboration des décideurs avec les conseillers du projet
Coupure d'électricité fréquente freinant les travaux de bureaux.	On a acheté les groupes électrogènes aux bureaux régionaux
Mauvaise qualité de la connexion internet	L'Organisation est en train de chercher un autre fournisseur de l'internet
Manque de moyens financiers pour soutenir durablement les AGR des jeunes et étendre les activités	Recherche de financements complémentaires. Encouragement à l'auto-financement via les SHG. Plaidoyer auprès des autorités pour l'octroi de crédits.
Période électorale	Réadaptions du calendrier des activités à mener sur terrain et surtout en respectant les périodes des campagnes électorales. On a aussi suivi la situation politico sécuritaire de chaque localité d'intervention pour adapter ou reporter les activités planifiées.

IX. Leçons apprises

Leçons apprises	Les bonnes pratiques à pérenniser
Si on appuie, accompagne une femme sans une implication d'un homme on échouera toujours.	Il faut éveiller la conscience de l'homme sur le changement de mentalité par rapport à la maltraitance de la femme
L'approche participative aux jeunes est meilleure car ces derniers s'approprient mieux des initiatives qu'ils ont conçues eux-mêmes	Maintenir la méthodologie de co-construction avec les jeunes. Favoriser l'autonomie dans la gestion des clubs et cadres
L'inclusion économique est essentielle pour ancrer l'engagement citoyen des jeunes	Coupler systématiquement la formation civique et l'appui aux AGR. Développer les partenariats publics et privés pour l'emploi des jeunes.
La proximité géographique et sociale des structures (clubs, cadres) permet de toucher les jeunes les plus vulnérables	Appuyer l'émergence de clubs
Le témoignage par les pairs est plus efficace que les discours institutionnels	Utiliser davantage les "histoires de réussite" et témoignages dans les sensibilisations. Former des jeunes relais multiplicateurs.
La flexibilité est nécessaire face aux changements contextuels (élections, crise économique)	Maintenir une réserve budgétaire pour imprévu. Adapter les messages et activités au contexte immédiat.
L'implication des autorités locales est un multiplicateur d'impact	Institutionnaliser les plateformes de dialogue jeunes-autorités. Inviter systématiquement les décideurs aux événements clés.
Acteur étatique favorable aux approches du MIPAREC de cohésion sociale et de réconciliation	Etablissement des partenariats entre
La médiatisation des réalisations a des impacts au niveau local, national et international	Renforcer la communication et le rapportage des réalisations du MIPAREC

- **Partenaires impliqués et rôles**

Partenaires/ OSC/ OBC qui ont été impliqués dans la mise en œuvre des interventions	Leurs rôles ou contributions dans la mise en œuvre des interventions.
ASC	Orientation des cas aux APS
QPSW	Apport technique et financier
Kalibu foundation	Apport financier au niveau régional
Les membres du cadre de dialogue et de la plateforme dans la lutte contre les VBG	La synergie d'intervention dans la lutte contre les VBG
Les autorités locales	Collaboration ou implication dans des activités de terrain.

X. Conclusion

En 2025, MIPAREC a renforcé son engagement en faveur de la paix durable et de la réconciliation, en articulant ses actions autour des valeurs fondamentales de dignité humaine, de dialogue inclusif et de protection des plus vulnérables. Grâce à une approche multisectorielle et partenariale, le Ministère a réussi à traduire ses objectifs stratégiques en résultats concrets pour les communautés et les acteurs locaux.

Points clés de l'année

- **Réduction des conflits et prévention de la violence:** Mise en œuvre de mécanismes de prévention et de médiation dans les zones à risque, avec une diminution mesurable des incidents violents et une amélioration du climat de sécurité locale.
- **Rapprochement des communautés:** Programmes de dialogue intergénérationnel et interculturel ayant renforcé la confiance entre groupes sociaux, ethniques et religieux, tout en protégeant la liberté de conscience et de culte.
- **Réseaux et partenariats:** Renforcement des partenariats avec les organisations locales, la société civile et les institutions religieuses pour assurer une réponse coordonnée et durable en matière de cohésion sociale.
- **Protection et dignité humaine:** Renforcement des mécanismes de protection des populations vulnérables, y compris les femmes et les jeunes, et amélioration de l'accès à l'assistance humanitaire et psychosociale.

Transversalité et transparence: Amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes, avec des rapports publics plus transparents sur les ressources utilisées et les résultats obtenus.

Enjeux et perspectives pour 2026

- **Durabilité des résultats:** Consolidation des approches locales de paix par le renforcement des capacités des acteurs communautaires et l'ancrage des initiatives dans le long terme.
- **Innovation et technologie:** Exploitation de solutions numériques et de données pour la prévention des conflits, la cartographie des risques et la transparence des processus.
- **Inclusion et égalité:** Accent accru sur la participation women-led et des minorités dans les processus de décision et de supervision des programmes.

Résilience communautaire: Développement de mécanismes de résilience face aux chocs socio-économiques et climatiques, afin de réduire les facteurs de conflit liés à la précarité.

Conclusion générale

En 2025, MIPAREC a démontré sa capacité à agir en tant que pivot de paix et de réconciliation dans un contexte complexe et changeant. En poursuivant son travail avec rigueur, compassion et transparence, le Ministère est mieux équipé pour bâtir des sociétés plus justes, inclusives et en paix, alignées sur les principes fondamentaux de la Croix et les exigences de protection des droits humains.

XI. APERCU SUR LE BUDGET DE 2025					
N °	Ligne Budgétaire	Buget prévu des projets	Total dépenses	Balance	Taux
	Balance d'ouverture	102,834,279.00			
0	TRANSFERTS RECUS	2,005,929,922.00			
	Budget TOTAL	2,108,764,201			
I	Dépenses Fonctionnement				
1	Salaires Personnel	672,896,144	664,600,085	8,296,059	99%
2	Equipements bureau-	20,500,000	2,870,000	17,630,000	14%
3	Location véhicules/motos	18,350,000	18,350,000	-	100%
4	Carburant vehicule/	95,271,000	106,436,150	- 11,165,150	112%
5	Entretien véhicules/motos	23,938,453	23,098,213	840,240	96%
6	Location des bureaux	24,140,000	26,632,500	- 2,492,500	110%
7	Fournitures de bureau	44,493,000	44,244,500	248,500	99%
8	Frais de communication	27,440,000	27,440,000	-	100%
9	Prise en charge / missions	25,569,994	20,220,187	5,349,807	79%
10	Eau,electricité	1,657,756	1,660,004	- 2,248	100%
11	Internet	14,796,000	7,384,506	7,411,494	50%
12	Frais bancaires	5,037,290	15,189,853	- 10,152,563	302%
13	III. Coûts administratifs	, 42,823,020	42,823,020	-	100%
	Total 1	1,016,912,657	1,000,949,019	15,963,639	
	II. Activités/formations				
14	II. Frais des formations	951,646,627	964,884,984	- 13,238,357	101%
TOTAL GENERAL		1,968,559,284	1,965,834,003	2,725,282	
	Balance fin 2025			142,930,198	